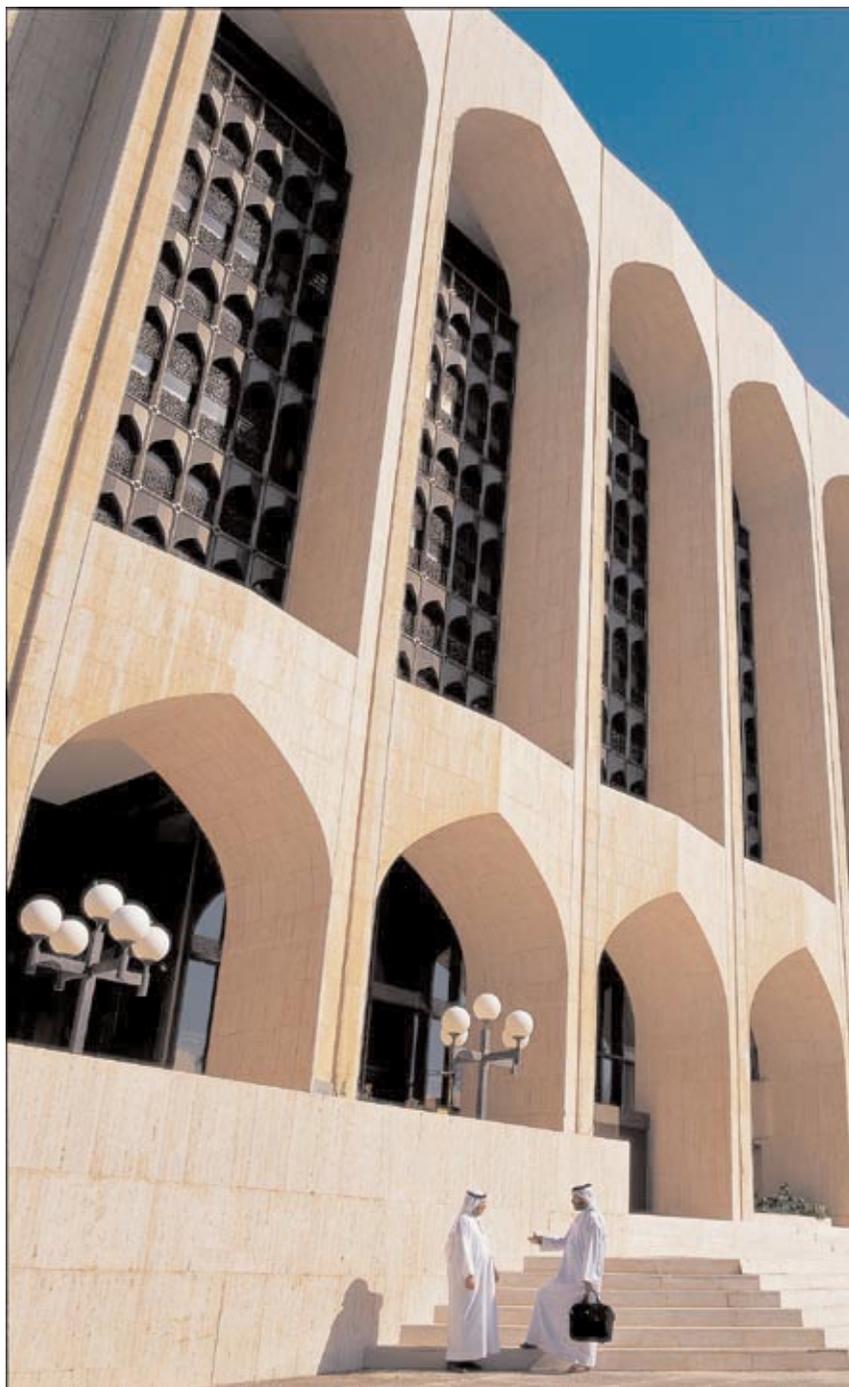


LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE



L'ÉCONOMIE

SELON LES CHIFFRES OFFICIELS publiés mi-2001, l'économie des E.A.U. a accusé, en 2000, une croissance significative due principalement à la hausse des prix du pétrole. Ses résultats solides ont eu pour effet notable de réduire le déficit budgétaire général, et de porter l'excédent de la balance commerciale de 17,4 milliards de dirhams en 1999 à 46,7 milliards en 2000. Les investissements sont passés de 53,9 à 55,4 milliards de dirhams, alors que le taux d'inflation n'était que de 1,4 %.

En 2001, un rapport du Fonds monétaire international sur l'économie des E.A.U. approuvait les progrès accomplis. Les performances devraient aider le pays à faire les changements nécessaires imposés par son nouveau statut de membre à part entière de l'Organisation mondiale du commerce, l'OMC. Le premier représentant des E.A.U. à cet organisme international clé a pris ses fonctions en juin 2001.

L'appel à une plus grande intégration et à l'unité entre les émirats, lancé par Cheikh Zayed, n'est pas resté sans écho. En effet, une étroite coopération économique a entraîné plusieurs projets d'association intéressants. Étant donné la concurrence régionale, la concurrence internationale toujours plus acharnée et le besoin urgent de renforcer le développement économique pour faire face à la "Nouvelle économie mondiale", la transparence et la création de coentreprises sur des bases économiques solides sont devenues cruciales pour s'imposer sur le marché. Les hommes d'affaires ont constitué des sociétés par actions à Dubaï, à Sharjah et dans les autres émirats, alors que les banques et les compagnies d'assurance ont joué un rôle déterminant dans les secteurs de l'immobilier et du tourisme. L'étroite collaboration entre les gouvernements d'Abu Dhabi et de Dubaï a facilité la mise en place de plusieurs nouveaux projets en coentreprises tels que l'Emirates Cable Company et les Emirates Industries (Sinaat). Ce processus devrait se poursuivre dans les années à venir.

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

D'après la Banque centrale, le produit intérieur brut des E.A.U. au coût des facteurs et aux prix courants (PIB) a augmenté de 20,4 % en 2000, pour atteindre 241,9 milliards de dirhams, par rapport à 201 milliards en 1999. Les secteurs non pétroliers ont été estimés à 159,9 milliards de dirhams en 2000, soit 66,1 % du PIB, contre 151,1 milliards de dirhams et donc 75,2 % en 1999. La baisse de ce taux est due

au fait que les prix du pétrole sont restés élevés toute l'année. La valeur de la production totale des secteurs de produits de base a atteint 140,4 milliards de dirhams en 2000, soit 58,0 % du PIB, par rapport, respectivement, à 104,4 milliards de dirhams et 52,1 % en 1999.

Comme il est indiqué ci-dessus, le secteur du pétrole et du gaz naturel a connu la plus forte hausse, et réalisé un chiffre de 82,0 milliards de dirhams en 2000, soit une augmentation de 64,6 % par rapport à 1999. Ceci s'est traduit par la montée en flèche correspondante de sa contribution au PIB global, qui était de 33,9 % en 2000, contre 24,8 % en 1999. Les prix moyens du baril de pétrole sur cette période sont passés de 17,6 dollars en 1999 à 27,2 dollars en 2000, pour retomber à 22,4 dollars en 2001. Compte tenu du fait que le taux de croissance de la production a excédé celui de la population, le PIB par habitant a augmenté de 13,8 % en 2000, pour atteindre 77 800 dirhams, alors qu'il n'était que de 68 400 dirhams en 1999. Dans un même temps, la consommation par habitant s'est accrue de 2,4 % en 2000.

L'excédent global de la balance des paiements est passé à 10,4 milliards de dirhams, soit une augmentation de 85,2 % par rapport à 1999. La force du dollar et la parité fixe du dirham avec la monnaie américaine ont aussi eu un impact positif : l'augmentation du pouvoir d'achat des bénéficiaires réalisés à l'exportation du pétrole et du gaz, ce qui a conduit à une hausse des surplus de la balance commerciale et de la liquidation courante, qui ont atteint respectivement 46,7 milliards et 42,6 milliards de dirhams en 2000, par rapport à des surplus de 17,5 milliards et 12,8 milliards de dirhams en 1999.

Bien que 2001 ait connu une grande incertitude économique et, entre autres, un affaiblissement marqué des prix du pétrole, les perspectives à moyen terme restent encourageantes.

Cette croissance impressionnante se maintient depuis longtemps, malgré des périodes de fluctuation du prix du pétrole. En effet, l'activité économique évaluée, en termes réels, d'après le PIB nominal a augmenté de 133,2 milliards de dirhams en 1993 à 241,9 milliards en 2000. Sur ces sept années, le taux de croissance du PIB a été de 5,8 % et la valeur ajoutée du pétrole s'est accrue de 0,6 %, alors que la hausse annuelle moyenne des activités non pétrolières a été de 8 %.

LE BUDGET FÉDÉRAL

Bien que tous les chiffres de l'année 2001 n'aient pas été disponibles au moment de la mise sous presse de la présente revue annuelle, le budget du gouvernement fédéral pour l'année donne une indication : 22,063 milliards de dirhams de dépenses et 20,425 milliards de recettes. Par comparaison, le budget fédéral de 1972 s'élevait seulement à 2,238 milliards de dirhams. Il est à noter, toutefois, que les dépenses

réunies du gouvernement sont beaucoup plus importantes si l'on prend en compte celles des gouvernements locaux de chacun des émirats. De plus, contrairement aux pays qui ont un gouvernement central unique, l'existence d'un déficit au niveau du budget fédéral n'est pas très significative dans la pratique, puisque les réserves des émirats, en particulier celles d'Abu Dhabi, sont officieusement estimées pour un montant largement supérieur à 100 milliards de dollars.

Le budget fédéral est financé à la fois par les revenus provenant de droits et de services et par les contributions des émirats ; Abu Dhabi, puisant dans ses revenus pétroliers, y participe pour la meilleure part.

En 2001, la plus grosse allocation individuelle du budget fédéral était destinée à l'éducation (éducation supérieure comprise), qui a reçu 5,428 milliards de dirhams. Les services sociaux ont bénéficié de 1,936 milliards de dirhams, alors que la santé (à l'exclusion des services de santé financés par les gouvernements locaux) a bénéficié de 1,683 milliards de dirhams. On a alloué 659 milliards de dirhams pour les dépenses d'électricité et d'eau (principalement dans les cinq plus petits émirats du nord).

INVESTISSEMENTS FIXES

Le gouvernement émirien a poursuivi son impressionnant programme d'investissement dans les projets sociaux et économiques en leur consacrant 55,3 milliards de dirhams en 2000, soit 22,9 % du PIB. En application de la stratégie du gouvernement, le secteur privé a joué un rôle fondamental, en investissant, en 2000, 43,2 % du PIB dans des plans de production, de restaurants, d'hôtels, d'immobilier, de transport, d'entrepôts et de communications, contre 41,4 % en 1999.

L'investissement du secteur public s'est élevé à 28,5 % de l'investissement total pour l'année, celui-ci ayant concerné principalement le pétrole brut, l'industrie manufacturière, les transports, l'entreposage et les communications. Les activités des gouvernements locaux ont représenté 25,5 % de l'investissement total, et ont porté principalement sur l'électricité, l'eau, les transports, l'entreposage, l'immobilier et les services gouvernementaux. La contribution du gouvernement fédéral à l'investissement total a atteint 2,8 % ; elle a financé, surtout, l'éducation, la santé et les services sociaux.

LA MASSE MONÉTAIRE

La masse monétaire a augmenté de 12,6 % pour atteindre 34,1 milliards de dirhams en 2000, ce qui a entraîné une croissance des dépôts monétaires de 10,7 %, ceux-ci s'élevant à 10,3 milliards de dirhams et une hausse de 11,1 % de la trésorerie nationale, qui est de 142 milliards de dirhams. Les avoirs étrangers nets représentent 4,1 milliards de dirhams, après une hausse de 4,4 %.

LA MAIN D'ŒUVRE

En 2000, la population des E.A.U. indique une hausse de 5,8 % et dépasse 3,1 millions d'habitants, dont 2,095 millions sont de sexe masculin et 1,013 millions de sexe féminin ; en 1999 on notait 2,938 millions d'âmes soit 1,975 millions de sexe masculin et 963 000 de sexe féminin. Les travailleurs étaient au nombre de 1,6 millions en 2000, soit 60 000 en plus. Le secteur du gros, du détail et de l'entretien est l'employeur principal, avec un effectif de 321 000 personnes.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES SÉLECTIONNÉS					
INDICATEUR	1996	1997	1998	1999	2000
Population (en milliers)	2,479	2,624	2,776	2,938	3,108
PIB aux prix courants (en milliards de Dh)	175.8	187.6	-177.4	200.9	241.9
Taux de croissance du PIB (en %)	12.05	6.72	-5.43	13.25	20.41
Nombre d'employés (en milliers)	1,274	1,346	1,437	1,564	1,624
Exportations et réexportations (en milliards de Dh)	137.06	148.40	124.26	133.95	166.21
Exportations de pétrole brut (en milliards de Dh)	53.55	50.35	34.49	45.19	73.35
Total des réexportations (en milliards de Dh)	38.42	39.68	42.55	43.46	44.44
Balance commerciale (en milliards de Dh)	24.86	23.19	4.58	17.46	46.72
Balance globale des paiements (en milliards Dh)	+2.28	+1.20	+2.76	+5.62	+10.41
Prix moyen du pétrole (en dollars par baril)	19.70	18.80	12.40	17.60	27.20
Parité du dirham avec le dollar	3.671	3.671	3.6725	3.6725	3.6725

Source: Central Bank of the UAE

LE MONDE DES AFFAIRES

Le rapport du FMI sur le secteur financier du pays, remis en mai 2001, est globalement flatteur, en particulier en ce qui concerne sa fiabilité. En effet, il y est décrit comme étant 'dominé par des banques solides supervisées de manière efficace'. Ce document souligne également le rôle important que jouent les zones franches au niveau du développement du pays, et il loue la stratégie visant à diversifier et à libéraliser l'économie.

L'E-COMMERCE

Le terme e-commerce est maintenant communément utilisé pour parler des entreprises qui utilisent Internet comme plate-forme de marketing et de vente. Ces dernières années, Internet a révolutionné les E.A.U. quant à la conduite des affaires et à son interaction avec le gouvernement, à toutes sortes de niveaux. Étant donné



Accroissement de la Population 1996 – 2000



Nombres de Travailleurs 1996 – 2000

que, pour les sociétés, avoir un site Internet est la norme plutôt que l'exception, et que les dirigeants d'entreprises ont de plus en plus recours à Internet pour accéder à tout un éventail d'informations et de services, on ne saurait trop insister sur l'importance de l'e-commerce aux E.A.U.. Dans d'autres développements de ce chapitre, il est fait mention à plusieurs reprises, de sociétés et d'organisations qui ont consolidé leur présence en ligne ou qui utilisent activement Internet pour la gestion de leurs affaires.

Une société, Tejari.com, a même été encore plus loin dans cette démarche. En effet, cette société, qui a son siège dans la Media City de Dubaï, est le marché interentreprises en ligne du Moyen-Orient, avec plus de 125 organisations participant à son commerce en ligne, y compris des multinationales, des centrales d'achat du Moyen-Orient et environ 30 départements gouvernementaux et semi-gouvernementaux. L'objectif premier de Tejari.com est de maximiser le potentiel commercial de ses clients régionaux en leur fournissant des services interentreprises et 'e-marché' novateurs, fiables et souples, qui leur permettent d'étendre leur zone de chalandise et d'améliorer leur situation concurrentielle dans la nouvelle économie mondiale. Un exemple de la manière dont Tejari.com fonctionne pour les entreprises locales est fourni sur son site Internet, qui rapporte le cas d'une banque émirienne qui souhaitait acheter 100 ordinateurs portables pour son personnel. Par les méthodes d'achat traditionnelles, ces appareils auraient pu coûter jusqu'à 500 000 dirhams. Grâce aux enchères de Tejari, la banque a gagné 35 000 dirhams.

LA PRIVATISATION

Les E.A.U. continuent d'examiner différentes options pour la privatisation de projets qui, traditionnellement, étaient gérés par le gouvernement. La privatisation est nécessaire pour compenser l'instabilité des revenus pétroliers et financer les projets de développement, principalement dans les secteurs onéreux de l'eau et de l'électricité (voir chapitre sur l'infrastructure). Des études approfondies sur les entreprises qu'on envisage de privatiser sont en cours et les expériences d'autres pays sont prises en compte. Pour réussir, la privatisation exige un secteur privé solide capable d'assumer ses responsabilités quant à la gestion des entreprises vendues par le gouvernement. Le concept de la participation du secteur privé dans les grands projets de production d'énergie n'est pas nouveau aux E.A.U., qui furent parmi les premiers pays arabes à signer des contrats d'association avec des sociétés étrangères dans le secteur pétrolier. Le rôle du secteur privé prend progressivement de l'ampleur, celui-ci représentant plus de 45 % de l'économie, par rapport à 30 % il y a dix ans. Cette contribution accrue lui a permis de contrebalancer partiellement l'impact de la fluctuation des cours du pétrole.

L'EMIRATES INDUSTRIAL BANK

Le gouvernement a aussi continué d'encourager le développement du secteur privé par le biais de l'Emirates Industrial Bank, fondée en 1982. Détenu à 51 % par le gouvernement et à 49 % par des banques, des compagnies d'assurance et autres investisseurs privés, cette banque a vu son capital passer de 400 millions de dirhams à 1 milliard de dirhams en juillet 2001. Depuis sa création jusqu'à la fin 2000, la banque avait fourni 70 % des 2,41 milliards de dirhams investis dans 369 projets industriels au total.

La General Industries Corporation d'Abu Dhabi est une autre organisation publique contribuant à l'expansion du secteur industriel. Elle effectue actuellement des études en vue de la construction d'une deuxième fonderie d'aluminium aux E.A.U., qui serait située au centre industriel occidental de Ruwais.

L'INVESTISSEMENT INDUSTRIEL PRIVÉ

Le nombre de nouveaux établissements industriels enregistrés aux E.A.U. est de 2152 en 2000, la valeur brute des investissements s'élevant à 24 milliards de dirhams. Par comparaison, ces chiffres étaient respectivement de 1800 environ et de 21 milliards de dirhams en 1999. Dubaï réalisait plus de la moitié de l'investissement total effectué dans les projets industriels durant cette période, cet émirat ayant reçu 12,7 milliards de dirhams, soit 53,8 % du total. En 2000, Dubaï recensait 793 sociétés industrielles, et Sharjah le suivait avec 685. Pendant la même période il en existait 220 à Abu Dhabi. Les investissements dans les entreprises situées à Sharjah présentaient un total de 2,84 milliards de dirhams, soit une augmentation de 12 % par rapport à 1999. Des hausses similaires ont été enregistrées à Ajman (où 779 millions de dirhams ont été investis, en comparaison de 618 millions en 1999), à Ra's al-Khaimah (2,78 milliards de dirhams en 2000, 2,02 milliards en 1999), à Umm al-Qaiwain (351 millions de dirhams en 2000, 312 millions en 1999), alors que ces chiffres ont légèrement baissé à Fujairah, où l'on a investi 646 millions de dirhams en 2000, par rapport à 665 millions en 1999.

LA BOURSE ÉMIRIENNE DES VALEURS

Il existe deux parquets officiellement reconnus aux E.A.U., l'un à Abu Dhabi et l'autre à Dubaï. Les bourses sont contrôlées par la Direction émirienne des Bourses des valeurs et des marchandises qui doit approuver la cotation en Bourse des sociétés, ainsi que les maisons de courtage qui opèrent aux Bourses. L'essentiel du travail de la Direction a consisté à rationaliser les opérations sur les valeurs et à élargir le marché. Une importance considérable a également été accordée à la connexion électronique en réseau de ces deux Bourses de manière à ce qu'un

courtier agréé dans l'une puisse accéder aux données et aux services de l'autre et les utiliser efficacement.

Les Bourses furent établies, à l'origine, pour assurer des conditions de marché appropriées et transparentes pour la cotation des actions de sociétés émiriennes. Plus récemment, des tentatives ont été faites pour ouvrir le marché, afin que des sociétés extérieures aux E.A.U. puissent y être cotées. Ceci est en accord avec un objectif à moyen terme visant à établir des liens réguliers avec d'autres Bourses au sein du CCG et à créer ainsi un marché régional.

Le Marché des valeurs d'Abu Dhabi (ADSM)

En novembre 2001, les sociétés suivantes étaient cotées à l'ADSM : Abu Dhabi Aviation Company, Abu Dhabi Commercial Bank, Abu Dhabi Islamic Bank, Abu Dhabi National Foodstuff Company, Abu Dhabi National Hotels Company, Al-Ain Ahlia Insurance Company, Al Dhafra Insurance Company, Al Khazna Insurance Company, Al Wathba National Insurance Company, BILDSCO, Emirates Insurance Company, National Bank of Abu Dhabi, National Hotels & Tourism Company, National Marine Dredging Company, Oasis International Leasing Company, Union National Bank.

L'ADSM offre des cotations en ligne sur son site Internet (www.adsm.co.ae). Les transactions à la Bourse d'Abu Dhabi se font par l'intermédiaire de plusieurs courtiers agréés. À la mi-novembre 2001, ceux-ci étaient les suivants : Oman & Emirates Investment Holding Company, National Bank Of Abu Dhabi, Union National Bank, Emirates Bank International, National Financial Brokerage Company, Al Wathba Shares & Bonds Centre, Emirates Commercial Centre, Al Ramz For Shares & Bonds, Arabian General Investment Corp., Dubai Islamic Bank, Al Sharhan For Shares & Bonds, Damak Al Baraka Investment Securities, et First Gulf Bank. En septembre 2001, la capitalisation boursière de l'ADSM était de 18,4 milliards de dirhams, les banques en représentant 68 %, les hôtels 14 %, les sociétés de service 9 %, les assurances 8 % et les industries 1 %.

Le Marché financier de Dubaï (DFM)

Le Marché financier de Dubaï (www.dfm.co.ae) a introduit plusieurs innovations à la pointe de la technologie dans le but de fournir aux investisseurs des informations sur le marché. En plus des inscriptions sur Internet et des cotations en ligne sur leur site, il a mis en place ce qu'il appelle un Système de cotation suprême (SQS) qui est transmis aux téléphones portables en deux langues, par le biais des standards SMS et WAP. Chaque fois que certaines valeurs montent au-dessus d'un 'seuil' donné, ou tombent en dessous, l'abonné reçoit un message d'alerte.



À la mi-novembre 2001, les valeurs cotées à la Bourse de Dubaï étaient les suivantes : Dubai Islamic Bank (DIB), Emirates Bank International (EBI), Mashreq Bank (MASQ), National Bank of Dubai (NBD), Dubai Insurance Company (DIN), Dubai National Insurance (DNIR), Union Insurance Company (UIC), SHUAA Capital (SHUAA), Dubai Investment Company (DIC), Emaar Properties (EMAAR), National General Cooling Company (pjsc) TABREED (TABREED), et Union Properties (UPP). En outre, un bon y était coté, à savoir l'Emirates (EK-2006), ainsi qu'un fonds commun de placement, le NBAD UAE Growth Fund (NBAD FUND UGF).

À la mi-novembre 2001 également, les sociétés de courtage suivantes disposaient d'une licence pour opérer au DFM : Al Sharhan for Shares & Bonds, Commercial Bank International, Dubai International Securities, Dubai Islamic Bank, Dubex Securities International, Emirates Bank International, Emirates Commercial Centre, Mashreq Bank, National Bank of Abu Dhabi, National Bank of Dubai, Shurooq for Shares & Bonds, Union National Bank.

La Bourse utilise un système de transaction automatisée sur écran. Ceci offre un net avantage par rapport au système traditionnel de transaction en bourse sur le plan de la transparence, de la liquidité et de la cotation des prix. Le système de transaction est déterminé par les ordres, c'est-à-dire que pour chaque ordre d'achat d'un investisseur il est recherché un ordre de vente correspondant. Les investisseurs peuvent notifier leurs ordres à des courtiers agréés, qui les saisissent dans le système de transaction. Ce dernier trouve automatiquement les ordres d'achat correspondant aux ordres de vente pour une action particulière, et ce, en fonction des exigences au niveau prix et quantité. Le système de transaction génère et affiche aussi des informations sur l'activité actuelle et passée à la Bourse, y compris sur les cotations, le volume des échanges, les ordres d'achat et de vente non exécutés. Ainsi les investisseurs sont assurés de disposer des informations souhaitées leur permettant de prendre des décisions avisées en matière d'investissement.

LE SECTEUR BANCAIRE

Fin 2000, il existait 46 banques aux E.A.U.. Le nombre de banques étrangères a baissé de 1 à 26. Sept licences ont été octroyées, en 2000, à de nouveaux bureaux de représentation, dont cinq à Dubaï et deux à Abu Dhabi. Bien que le nombre de banques locales soit resté inchangé, le nombre de succursales et de services de caisse de ces banques est passé de 295 en 1999 à 311. Les banques étrangères comptaient, au total, 109 succursales et services de caisse en 2000. Le nombre de bureaux représentant des banques et autres institutions financières étrangères ayant une licence a atteint 45, fin 2000, au lieu de 39 l'année précédente. Parmi les nouveaux bureaux de représentation licenciés en 2000 figurent Housing Bank for Trade &



Finance (Abu Dhabi), Templeton Worldwide Inc. (Abu Dhabi), et The Equitable Life Assurance Society, Scottish Widows International, Kuwait Interests for Financial Investments, HSBC Bank International et Royal Bank of Canada (tous à Dubai).

Le taux de change du dirham

Le cours du dirham a continué d'augmenter durant 2000, celui-ci ayant bénéficié de son indexation sur le dollar, qui s'est apprécié de manière prononcée par rapport aux principales monnaies. Pendant l'année 2000, le dirham a monté par rapport à l'euro (9,4 %), à la livre sterling (6,3 %), au franc suisse (6,4 %) et au yen (5 %). Le taux de change du dirham est resté le même avec toutes les monnaies du CCG, à l'exception du dinar koweïtien, qui a baissé de 0,8 %.

La performance du secteur bancaire

La performance du secteur bancaire des E.A.U. a été excellente en 2000 : les 19 banques nationales émiriennes et les 28 agences étrangères ont encaissé net 3,53 milliards de dirhams, ce qui en fait une année record. À l'exception d'Arbift, elles ont toutes enregistré des bénéfices, et dans certains cas ceux-ci ont largement dépassé les prévisions les plus optimistes. Au premier rang se trouvait la First Gulf Bank, qui a déclaré des bénéfices de 202 %, alors que la Mashreq Bank a réussi à être légèrement bénéficiaire avec 0,05 %, ce qui constitue une grande amélioration par rapport à 1999, exercice déficitaire pour 13,4 millions de dollars. Globalement, les revenus nets des banques aux E.A.U. ont augmenté en moyenne de 18,9 %.

La fermeté dans le secteur bancaire émirien se maintient depuis plusieurs années, le crédit bancaire étant passé de 102 milliards de dirhams en 1995 à environ 155 milliards de dirhams fin 2000. Une nouvelle hausse de près de 10 milliards de dirhams était prévue pour 2001. La liquidité a fait un bon de 18,5 % pour atteindre 157 milliards de dirhams, ce qui a permis aux banques d'étendre leurs activités de prêt, principalement au secteur privé. La confiance inspirée par le degré de solvabilité des E.A.U. a été confirmée par un rapport publié dans l'*Institutional Investor*, qui donnait le classement d'un grand nombre de pays en fonction de ce critère national. Les E.A.U. ont maintenu leur première place au Moyen-Orient, et ont, malgré un climat plus tendu, accru leur performance sur le plan international. Au niveau mondial, ils ont conservé leur vingt-sixième place.

'L'émiratization' des banques

L'un des problèmes auxquels sont confrontées les banques des E.A.U. est celui de l'émiratization. Environ 2600 Émiriens travaillaient dans le secteur bancaire pendant le premier semestre 2001, alors qu'ils étaient 2473 à la même période en 2000 ;



l'émiratization dans les banques a alors atteint 18 %, contre 17 % en 2000. Parmi les cadres, ces chiffres sont plus impressionnants, puisque 32 % des directeurs d'agences sont des Émiriens.

Les services bancaires en ligne

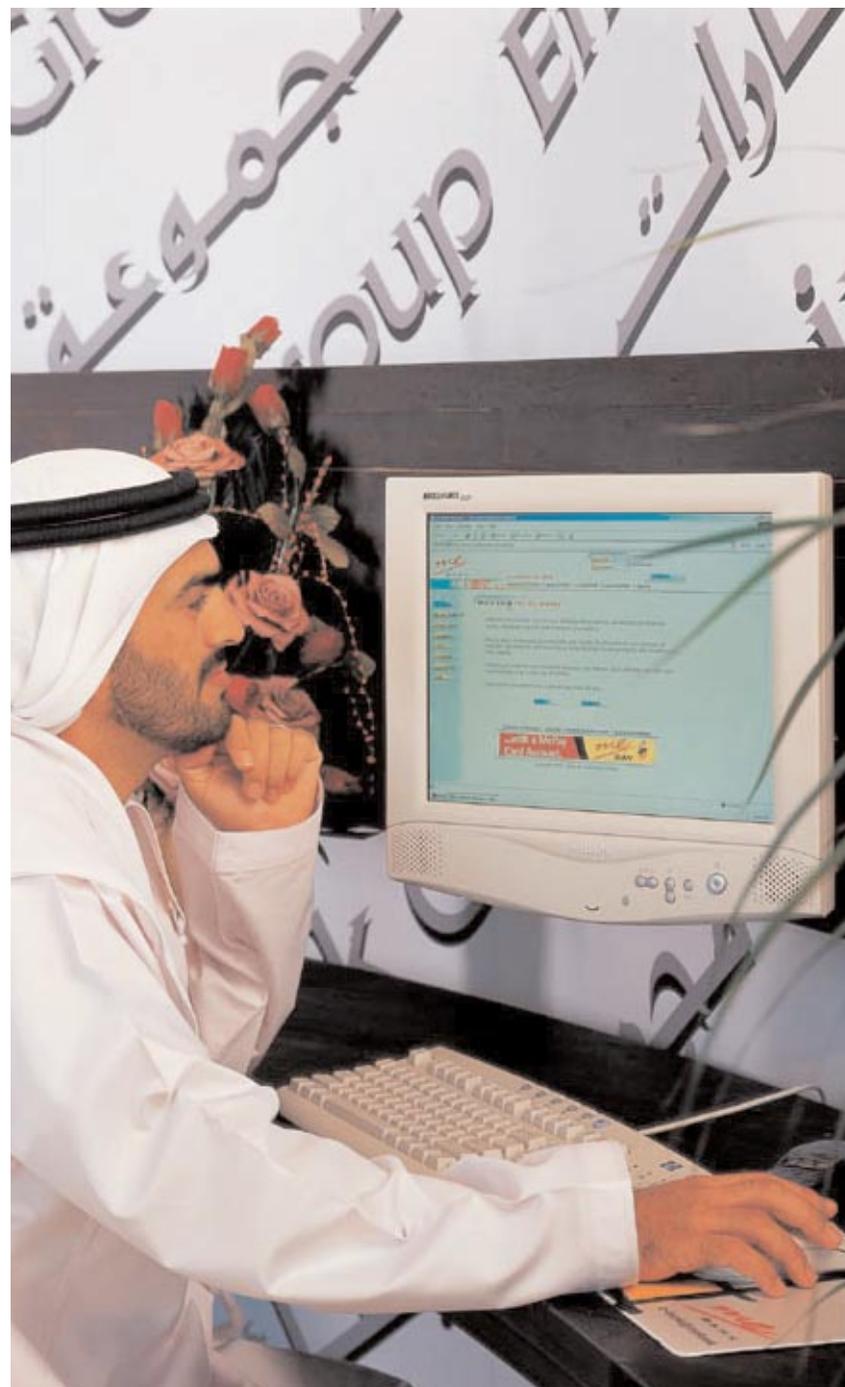
Les services bancaires en ligne sont un concept relativement nouveau dans le Golfe, mais les cadres supérieurs leur accordent la plus grande attention. Le service novateur 'BankNet' de l'Emirates Banking Group (EBG), introduit en 1997, est récemment devenu 'MeBank'. Ce service amélioré offre désormais une plus grande flexibilité et des coûts réduits. Dernièrement, EBG a créé Emirates Electronic Banking Services (EEBS), organisation qui va commercialiser le système de services bancaires en ligne d'EBG à sa société mère et aux autres banques de la région. On s'attend à ce que cette mesure révolutionne les services bancaires en ligne du pays en réduisant le coût et le temps nécessaires pour mettre en œuvre des solutions bancaires en ligne qui sont exigeantes sur le plan technique. Ce projet, approuvé par la Banque centrale, est un pas en avant significatif vers la réalisation de l'objectif d'e-gouvernement. C'est un parmi plusieurs développements importants dans ce secteur et les milieux politiques incitent ardemment toutes les banques des E.A.U. à opérer les mutations nécessaires pour leurs services électroniques et en ligne.

Un autre leader en matière de services bancaires sur Internet est la National Bank of Dubai, qui propose à ses clients une liste complète de services en ligne. En septembre 2000, ABN Amro Bank a présenté à ses entreprises clientes un outil électronique de transactions bancaires. Le service 'BankOnline', développé aux E.A.U., permet aux clients d'afficher des données directement sur l'écran et de les télécharger instantanément pour les consulter une fois déconnectés. Non seulement le service 'BankOnline' donne instantanément accès à des informations sur les comptes, mais il fournit aussi des mises à jour sur les activités de change, les fluctuations du marché monétaire, les taux de placement et les taux de change.

ABTEC 2001, premier sommet arabe sur les services bancaires en ligne et la sécurité sur Internet, s'est tenu à Dubaï en septembre 2001. Les participants y ont appris que 42 % des sociétés émiriennes prévoient de mettre en place des opérations d'e-commerce d'ici la fin 2001, et que 88 % avaient déjà accès au Net. Lors du débat on a également abordé le sujet des lois proposées pour renforcer la sécurité des transactions effectuées sur Internet pour les utilisateurs des E.A.U..

Les sites Internet des banques

Un grand nombre des principales banques des E.A.U. ont maintenant un site Internet où les clients peuvent s'informer sur les produits offerts et, dans



certains cas, interroger leurs comptes. Le site Internet de l'Emirates Bank Group (www.emiratesbank.com), considéré en quelque sorte comme un modèle pour le secteur bancaire, a été classé premier lors des évaluations des banques du Moyen-Orient en 2000, selon les critères de Lafferty Internet Ratings (LIR), le service d'évaluation des performances des services financiers sur Internet.

La réaction au terrorisme

L'attentat terroriste du 11 septembre, en Amérique, a été immédiatement condamné par les E.A.U., qui coopèrent étroitement avec la communauté internationale pour rompre tout lien financier qui pourrait exister entre les groupes terroristes et des sociétés ou personnes physiques des E.A.U.. Outre la clôture de comptes bancaires et la saisie d'actifs appartenant à des groupes ou à des individus impliqués dans des activités illicites, les E.A.U. ont également élaboré des mesures rigoureuses pour lutter contre le blanchiment d'argent. Ces dispositions intéressent les banques, qui sont tenues de conserver un relevé adéquat de tout titulaire qui vire des fonds d'un compte émirien à d'autres comptes à l'étranger. En novembre 2001, la Banque centrale a donné l'ordre de geler les actifs de 30 sociétés cotées à la Bourse émirienne.

La prévention du blanchiment d'argent

Une loi fédérale criminalisant le blanchiment de biens provenant d'activités illicites, approuvée fin 2001, est entrée en vigueur début 2002. Cette loi vise à s'assurer que les fonds déposés dans les banques émiriennes émanent d'opérations légitimes et qu'ils ne sont pas utilisés pour soutenir des actions illégales. Outre la confiscation du produit frauduleux, les personnes coupables de blanchiment d'argent risquent une peine de prison de sept ans, et/ou une amende pouvant atteindre 300 000 dirhams. La loi vise les revenus de substances narcotiques et psychotropes, les enlèvements, le piratage, le terrorisme et les délits commis en violation de la loi sur l'environnement. Elle couvre aussi le commerce illicite d'armes et de munitions, la corruption, l'abus de confiance et autres délits connexes spécifiés dans les conventions internationales dont les E.A.U. sont signataires. Afin de garantir la mise en application efficace des procédures de lutte contre le blanchiment d'argent, on a créé un Comité national, présidé par le gouverneur de la Banque centrale.

Les banques sont tenues de déterminer et d'enregistrer la véritable identité de leurs clients et, en outre, de signaler tout compte dont le solde ne serait pas en rapport avec les revenus du propriétaire, ou qui semblerait dénué de toute justification économique raisonnable ou d'objectif légal clair. La Banque centrale interdit aux banques d'ouvrir des comptes codés ou déguisés. Les changeurs

doivent enregistrer les coordonnées des personnes ou des institutions qui virent un montant supérieur ou égal à 2000 dirhams (ou son équivalent en devises) et aussi vérifier la véritable identité de leurs clients en contrôlant les documents originaux.

Dans des remarques qui ont été publiées, le gouverneur de la Banque centrale a noté que le durcissement des textes réglementant le secteur financier du pays s'était amorcé bien avant les événements de septembre 2001 et que la majeure partie des fonds susceptibles d'être touchés par la législation proviennent d'activités criminelles entreprises en dehors des E.A.U., les responsables souhaitant ensuite tirer profit de la politique économique libérale des E.A.U. pour 'blanchir' leurs gains. Par conséquent, cette réglementation n'entravera en aucune manière les entreprises légitimes du pays.

L'E-GOUVERNEMENT

L'e-gouvernement prend rapidement de l'ampleur aux E.A.U.. Il permet d'effectuer en ligne de nombreuses formalités qui, auparavant, nécessitaient que les intéressés se rendent en personne à un bureau particulier, ou communiquent par courrier. Ceci crée un nouvel environnement commercial, facilitant la rationalisation de multiples procédures et permettant aux hommes d'affaires de gagner du temps.

Fin octobre 2001, le gouvernement de Dubaï a lancé son site Internet e-gouvernement donnant accès à de nombreux services en ligne. Parmi ses diverses fonctions, le site comporte des liens avec l'annuaire du système d'information géographique (SIG) de la municipalité de Dubaï, ce qui facilite pour les visiteurs de Dubaï l'obtention rapide d'informations sur la ville et leur permet de trouver, par exemple, la pharmacie ouverte la plus proche. Les automobilistes, quant à eux, peuvent régler leurs contraventions en ligne par le biais du site Internet des services de police de Dubaï. Le site du département judiciaire de Dubaï donne le moyen à un plaideur, à propos d'une affaire en instance, d'avoir des renseignements et ce, en utilisant un mot de passe et un nom d'utilisateur fournis par le tribunal.

La chambre de commerce et d'industrie d'Abu Dhabi offre depuis plusieurs années un service en ligne pour les hommes d'affaires et gère une base de données très complète à l'intention de ses membres. Il a reçu en 2000 le prix du Meilleur site Internet des agences gouvernementales et celui du Meilleur site d'information interentreprises en 1999.

En novembre 2001, les services en ligne du Département du développement économique de Dubaï (DDED) ont été lancés dans le cadre du projet 'e-initiative' du pays. Ceci permet de finaliser en ligne toutes les transactions d'entreprise par le biais du site Internet bilingue, www.dubaided.gov.ae. On devrait avoir la possibilité d'annuler les licences d'exploitation sur ce site début 2002. Des kiosques sont

actuellement installés dans les centres commerciaux, tels que Bur Juman et le centre ville de Deira, en vue de ces transactions. Les clients peuvent payer par carte de crédit, par carte prépayée, par de nouveaux modes de paiement en ligne, ou envoyer un chèque par la poste. Parmi les services en ligne offerts aux nouvelles sociétés, il faut citer : la préservation de noms de marque, des renseignements sur les licences, des informations générales sur le DDED et sur Dubaï, la demande de nouvelles licences (principale/succursale), la modification ou l'annulation de licences. Les facilités supplémentaires proposées aux sociétés déjà en place incluent : le renouvellement de licences, la délivrance de permis commerciaux, la modification ou l'annulation de permis commerciaux, le paiement d'amendes, les communications de réclamations et suggestions.

LE PROGRAMME DE COMPENSATIONS

Le programme de compensations des E.A.U., introduit début 1992, a conduit à la création de plusieurs petites et moyennes coentreprises entre des investisseurs locaux et des entreprises internationales qui, ayant signé des contrats pour la vente d'armements ou de matériel aux forces armées émiriennes, sont tenues d'investir des sommes en rapport.

Le Groupe de compensation des Émirats (UAE Offsets Group – UOG) www.uaeoffsets.org, chargé de la mise en œuvre de cette initiative, a cherché à s'assurer que les projets établis dans le cadre des compensations soient durables et apportent une valeur ajoutée à l'économie locale. Fin 2001, 21 coentreprises, depuis des chantiers navals, des fermes piscicoles et des services financiers jusqu'à des projets d'agriculture, de gestion des déchets médicaux, de formation et de mise en place de centres d'affaires, étaient opérationnelles. Certaines ont élargi leurs activités au-delà d'Abu Dhabi et même des frontières émiriennes. On peut citer deux exemples : la National Central Cooling Company (TABREED), qui a un bureau et des contrats commerciaux à Dubaï, et l'International Fish Farming Company (Asamak) qui est implantée à Fujairah et à Ra's al-Khaimah aux E.A.U., ainsi qu'à Oman et au Koweït. De plus, elle détient une participation de 40 % dans une usine de fabrication d'aliments pour poisson en Grèce.

L'objectif de l'UOG est de faciliter la création et le démarrage de nouvelles entreprises permettant d'introduire, dans les E.A.U., une technologie et des compétences spécifiques. La privatisation du secteur de l'énergie et de l'eau, qui est en cours, et la création de centrales hydrauliques et électriques indépendantes (IWPP), concept introduit par l'UOG, illustrent bien l'approche adoptée par le groupe.

Au fil des années, le rôle du groupe a évolué pour devenir celui d'une agence de développement et d'un spécialiste du capital risque. Il fonctionne aussi comme



groupe de réflexion et aide le gouvernement à élaborer et à mettre en place de nouveaux projets selon une procédure accélérée. Ceci est le cas du projet de centrale hydroélectrique (656 MW), de dessalement et de transport d'eau (450 millions de litres par jour) que Union Water & Electricity Company (UWEC) est en train de construire à Fujairah.

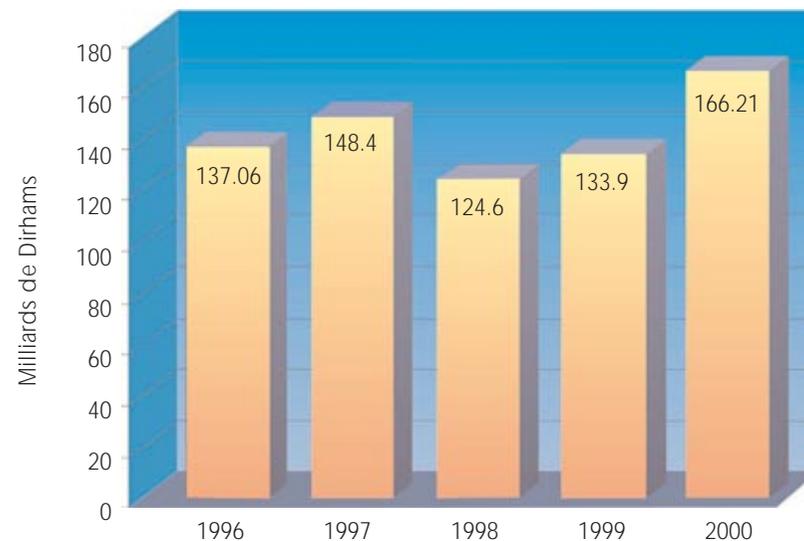
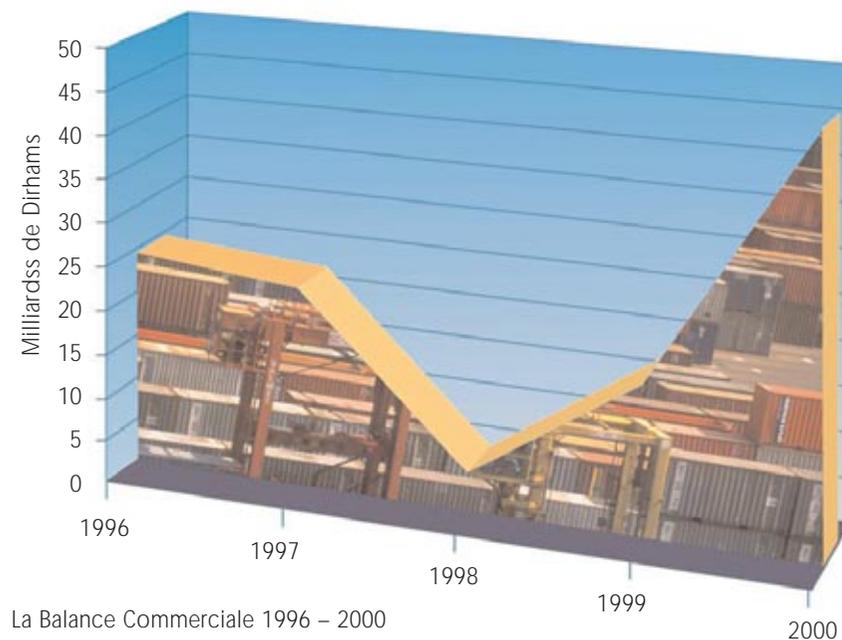
Le groupe a aussi lancé plusieurs initiatives stratégiques qui complètent les activités du secteur émirien des hydrocarbures et apportent une valeur ajoutée aux économies locale et régionale. Les efforts déployés dans ce sens par une équipe dynamique et expérimentée d'Émiriens commencent à porter leurs fruits. Le programme du réseau de gaz Dolphin, d'un montant de plusieurs millions de dollars, lancé en mars 1999, est déjà bien avancé. Le groupe est aussi en train d'établir un programme de création de petites et moyennes entreprises en coopération avec la chambre de commerce et d'industrie d'Abu Dhabi (ADCCI) et les instituts universitaires de technologie. Au cours des douze prochains mois, l'UOG devrait lancer plusieurs nouvelles initiatives dans les secteurs de l'énergie, de l'immobilier, de la santé publique et de la pétrochimie.

LE COMMERCE

L'économie des E.A.U a été fondée sur le commerce et continue de dépendre de différentes formes de commerce. En tant que membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les E.A.U. ont récemment approuvé l'établissement d'un bureau émirien permanent au siège de l'OMC à Genève, ainsi que le déploiement du personnel technique spécialisé nécessaire. Outre l'important commerce de réexportation pour lequel les E.A.U. sont une plaque tournante, des efforts sont faits actuellement pour accroître l'exportation de produits fabriqués aux E.A.U.. Le ministère émirien des Finances et de l'Industrie a annoncé dernièrement qu'il prévoyait la mise en place d'un organisme gouvernemental indépendant chargé de développer, de soutenir et de financer l'exportation de produits nationaux.

ZONES FRANCHES

Il existe aujourd'hui 12 zones franches dans le pays. Elles ont réussi à attirer un grand nombre de sociétés et des investissements étrangers directs, ainsi qu'à développer les exportations non pétrolières nettes. La part d'exportations non pétrolières détenue par les zones franches a varié de 22 % en 1999 à 57 % en 2000. Les exportations nettes à partir des zones franches ont également enregistré une hausse, et ont atteint 1,4 milliards de dollars en 2000. Plus de 3 000 sociétés opèrent



Exportations Totales 1996 – 2000

actuellement dans les zones franches et leur chiffre d'affaires global est estimé à environ 8 milliards de dollars.

Implanter une entité commerciale dans l'une des zones de libre-échange (FTZ) des E.A.U. peut être une option intéressante pour les investisseurs étrangers qui peuvent, soit enregistrer une nouvelle société comme 'établissement en zone franche' (FZE), soit tout simplement établir une agence ou un bureau de représentation d'une société existante ou société mère basée aux E.A.U. ou à l'étranger. Un FZE est une société à responsabilité limitée régie par les statuts de la zone franche dans laquelle il est implanté. Aux termes de la loi fédérale No 15 de 1998, à l'exception de l'acquisition de la nationalité émirienne, les dispositions du droit commercial des sociétés ne s'appliquent pas aux FZE, sous réserve que les zones franches aient des dispositions spéciales régissant ces sociétés.

Les principaux attraits des FZE sont :

- participation étrangère de 100 % dans la société
- exonération totale des droits d'entrée et de sortie
- rapatriement total des capitaux et bénéfices
- exonération de l'impôt sur les sociétés pendant 15 ans, renouvelable pour une période identique
- aucun impôt à payer sur les revenus personnels
- assistance pour le recrutement du personnel, et services de soutien supplémentaires, tels que parrainage et logement.

Chaque zone franche est régie par l'Autorité de la zone franche (FZA), qui est l'agence chargée d'octroyer les licences d'exploitation dans ce territoire et d'aider les sociétés à y implanter leurs activités.

La zone franche de Jebel Ali (JAFZ) (www.jafza.co.ae) est située à Dubaï. Elle propose des incitations fiscales et commerciales bien structurées dans une zone franche établie de longue date offrant de bons équipements pour la fabrication, l'entreposage et la distribution. Plus de 150 des principales compagnies mondiales de navigation passent par Dubaï, y compris les navires collecteurs venant d'Iran, d'Afrique et du sous-continent indien. L'aéroport international de Dubaï, à 30 mn seulement de la JAFZ en voiture, est desservi par plus de 95 compagnies aériennes assurant une liaison avec plus 137 destinations.

L'Autorité de la zone franche de Jebel Ali (JAFZA) a récemment lancé un portail exclusif pour les clients de la zone franche. 'MyJAFZA', qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie e-gouvernement de Dubaï et va réduire de 90 % la durée moyenne d'une



transaction. Conçu par la Corporation des ports, des douanes et de la zone franche de Dubaï afin de fournir des services en ligne aux clients de la JAFZ, 'MyJAFZA' vient s'ajouter au portail 'MyDPA' lancé en 2000 pour les clients de l'Autorité portuaire de Dubaï (DPA). 'MyDPA' compte plus de 560 utilisateurs. L'objectif premier du portail est de réduire les services au guichet et les documents rédigés à la main.

La zone franche de l'aéroport de Dubaï (DAFZ) (www.dubaiairportfreezone.com) fait partie intégrante du programme d'expansion de l'aéroport international de Dubaï et couvre une superficie totale de 1,2 millions de km². Elle offre une infrastructure spécialement conçue pour un vaste éventail d'industries tirées par la technologie, mais aussi des sociétés de vente au détail, des industries légères et des services de distribution commerciale. Les sociétés dont les produits ont une valeur élevée pour un faible poids bénéficieront d'une implantation dans cette zone franche novatrice. La zone franche compte une aire d'évolution de plus de 470 000 m² sur le côté nord de l'aéroport, avec des aires de stationnement permettant d'accueillir jusqu'à 10 Boeing 777 en même temps. La zone franche de l'aéroport de Dubaï est construite autour une infrastructure de haute qualité offrant des communications numériques, une alimentation en électricité fiable et d'autres services capables de répondre aux besoins de sociétés de haute technologie à la pointe du progrès. Cette zone franche est une nouvelle étape décisive dans l'évolution de Dubaï qui, de pivot de la distribution, est en train de devenir centre industriel. À cet égard, elle complète la zone franche de Djebel Ali déjà bien établie.

La DAFZ est l'une des rares zones franches de la région, et la première des E.A.U., à obtenir le certificat ISO 9001:2000. Créée en 1996, cette zone a enregistré une croissance respectable. Plus de 125 sociétés y ont été enregistrées et environ 500 autres postulent pour s'y implanter.

L'Internet City de Dubaï (DIC) (www.dubaienternetcity.com) est le premier centre de services informatiques et de télécommunications complet à avoir été construit dans une zone de libre-échange. C'est aussi le plus grand complexe informatique du Moyen-Orient, il dispose des systèmes de téléphonie avec accès Internet les plus importants au monde. L'Internet City de Dubaï offre un espace bureautique prêt à l'emploi, entièrement desservi, et doté de l'infrastructure de pointe que les sociétés de haute technologie exigent. Les sociétés peuvent aussi conclure, pour le terrain, un bail renouvelable pouvant aller jusqu'à 50 ans et construire leurs propres bureaux.

La Media City de Dubaï (DMC) (www.dubaimediacity.com) a l'intention de devenir le centre régional des médias. Fondée par l'Autorité de technologie, e-commerce et médias de la zone franche de Dubaï, DMC offre une infrastructure ultramoderne



qui permet aux entreprises du secteur des médias d'opérer mondialement à partir de Dubaï. Qu'il s'agisse de diffusion, d'édition, de publicité, de relations publiques, de recherche, de musique ou d'activités postérieures à la production, les sociétés y trouveront toutes un environnement de travail grâce auquel elles pourront prospérer au Moyen-Orient.

Le Village du textile de Dubaï est une nouvelle zone franche en cours d'aménagement dans la région de Ras al-Khor, sur un terrain de 460 000 km² qui a été alloué par le gouvernement de Dubaï. La zone peut accueillir 295 salles d'expositions et magasins, disponibles en trois surfaces : 230, 460 et 920 m². Selon les estimations, le commerce du textile va continuer d'enregistrer une forte croissance à Dubaï dans les prochaines années, et atteindre en moyenne entre 15 et 17 milliards de dirhams par an. L'industrie représente actuellement une valeur de 12 milliards de dirhams. Le village du textile sera équipé de réseaux de communications et de systèmes utilitaires de pointe.

La zone franche d'Hamriyah (HFZA) (www.hamriyahfz.com) comprend, sur environ 10 millions de m² de terrain, des activités industrielles et commerciales. Elle englobe un port d'une hauteur d'eau de 14 m, conçu pour l'installation de postes à quai spéciaux pour la manutention des produits pétrochimiques en vrac et de postes à quai pour cargaisons diverses. La HFZA offre un large éventail de services, y compris l'accès à trois ports du Golfe et de l'océan Indien, ainsi que des incitations très intéressantes. La zone franche compte plus de 180 sociétés de 17 pays différents. Elle détient le certificat ISO 9002, et a récemment obtenu l'ISO 14001 pour sa quête de la qualité dans la manière dont elle gère la sécurité de l'environnement.

La zone franche d'Ajman (www.ajmanfreezone.gov.ae) est adjacente au port d'Ajman, entre Sharjah et Umm al-Qaiwain. Le port Khalid de Sharjah et le port Rashid de Dubaï sont à 35 mn en voiture de la zone. Deux aéroports internationaux se trouvent également tout près.

La zone franche d'Umm al-Qaiwain est à environ 50 km au nord-est de Dubaï. La zone franche Ahmed Bin Rashid a été établie dans les limites du port Ahmed Bin Rashid. Elle comprend 845 m de quais, dont 400 m peuvent accueillir des long-courriers et 118 000 m² de terrain réservés pour le développement d'industries légères. La zone franche d'UAQ offre aux sociétés implantées un soutien administratif, ainsi que les avantages caractéristiques des zones franches.

La zone franche de Fujairah (www.fujairahfreezone.com) touche le port de Fujairah. Les sociétés qui s'y sont établies ont facilement accès à tous les ports du

Golfe, à la mer Rouge, à l'Iran, à l'Inde et au Pakistan grâce aux navires collecteurs hebdomadaires. Des services de grande ligne en provenance de l'Europe du nord, de la Méditerranée, de l'Extrême-Orient et de l'Amérique du Nord y arrivent toutes les semaines, et il y a chaque semaine deux départs pour l'Extrême-Orient et un départ pour l'Amérique du Nord. La zone franche de Fujairah est également à proximité de l'aéroport international de Fujairah, qui est le seul aéroport desservant la côte est des E.A.U. et le nord d'Oman.

L'Autorité de la *zone franche de Ra's al-Khaimah* (www.rakiftz.com) gère trois nouvelles sous-zones au sein de l'émirat. La technopole de 71 ha est destinée à accueillir des sociétés à forte intensité capitalistique, des sociétés de fabrication de haute technologie et des sociétés d'assemblage. Elle est adjacente à l'usine de céramique de Ra's al-Khaimah et à d'autres industries manufacturières légères. L'aménagement résidentiel et de loisirs d'Al Hamra, situé de l'autre côté de la route nationale "Emirates Highway", couvre 325 ha en bord de mer et comprend un hôtel, des villas, une marina et un terrain de golf. Grâce à la proximité de la route nationale, il est facile de se rendre de la technopole au centre ville, à l'aéroport international, au port Saqr et aux villes situées au sud, comme Dubaï. La zone industrielle se trouve le long de la route côtière de Ra's al-Khaimah, à 15 km environ au nord de Ra's al-Khaimah et tout à côté de l'île Hulaylah, site de la deuxième phase d'aménagement de 100 ha, et à 6 km environ du port Saqr. Le parc d'affaires de la zone franche est au cœur du quartier d'affaires animé de Ra's al-Khaimah, entre la zone industrielle, à 20 km au nord, et la technopole, à 15 km au sud. La proximité de l'Emiri Diwan et d'autres centres d'activité gouvernementaux de l'émirat présente un avantage supplémentaire. De plus, le parc d'affaires n'est pas loin à pied du hall d'exposition de 1600 m² de Ra's al-Khaimah, et il est à quelques minutes seulement d'un nouveau complexe commercial moderne avec divertissements et un hôtel 5 étoiles.

La zone franche de l'aéroport international de Sharjah (SAIFZ) (www.saif-zone.com) a été la première zone franche d'aéroport au monde à obtenir le certificat ISO 9001. Située dans les environs de la ville de Sharjah, tout à côté de l'aéroport international de Sharjah, cette zone bien aménagée, qui se classe parmi les meilleures installations de manutention de fret au monde, n'est pas loin non plus d'autres grands aéroports et ports émiriens sur les côtes du Golfe et de l'océan indien. Il s'agit là d'un avantage stratégique crucial, en particulier pour les sociétés d'exportation, d'importation et les entreprises industrielles. Les E.A.U. représentent le volume le plus élevé de fret mer-air transité en Asie, l'aéroport international de Sharjah totalisant le plus haut volume quant au tonnage mer-air.

LE PÉTROLE ET LE GAZ

Les E.A.U. se classent au troisième rang mondial pour ce qui est de ses réserves exploitables de pétrole, qui sont de 98 milliards de barils environ, et à la quatrième place quant à ses réserves de gaz connues, qui s'élèvent à 6,2 trillions de m³ standard. La capacité de production installée dépasse 2,6 millions de barils (mb/j) de pétrole par jour, bien que le quota actuel de l'OPEP détermine sa production réelle. Il est prévu que, suite à des investissements supplémentaires dans le secteur, la capacité de production pétrolière du pays atteindra 3,6 mb/j en 2005 et 4 mb/j en 2010. La production annuelle brute de gaz naturel se situe actuellement à 38,9 milliards de m³.

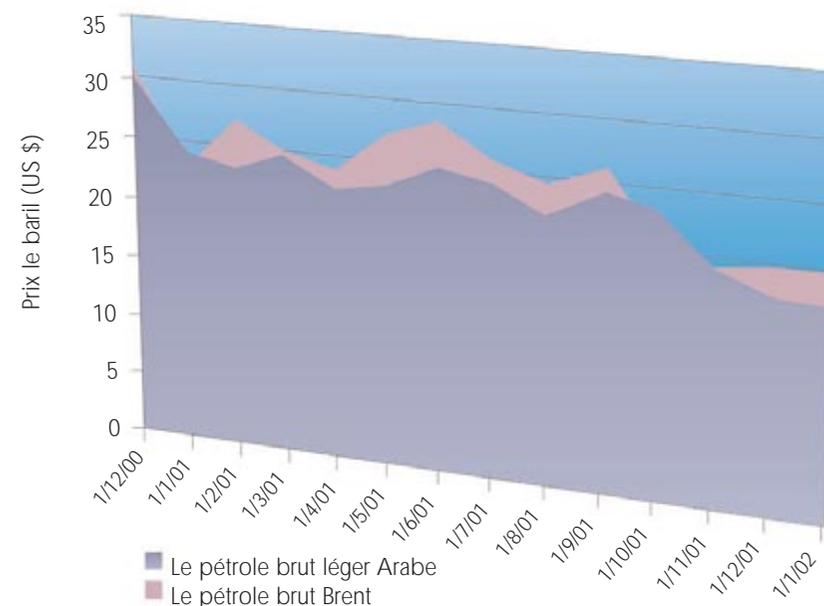
Les E.A.U. sont un membre actif à la fois de l'OPEP et de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP), qui comprend 10 nations. Depuis longtemps, les E.A.U. soutiennent fermement les efforts de l'OPEP visant à maintenir la stabilité du marché pétrolier et à assurer un prix juste pour les nations productrices. Le repli des cours oblige fréquemment à réduire la production conformément aux quotas qui sont régulièrement révisés. Dans le cadre des accords de l'OPEP sur la réduction de la production en 2001, le quota des E.A.U. a été ramené à 2,03 mb/j en septembre 2001, puis à 1,884 mb/j fin décembre 2001.

Le Japon est le débouché le plus important pour le pétrole comme pour le gaz, les E.A.U. exportant dans ce pays 62 % de leur pétrole brut et presque toute leur production de gaz naturel. Globalement, les E.A.U. fournissent presque un huitième de l'ensemble des besoins en gaz du Japon.

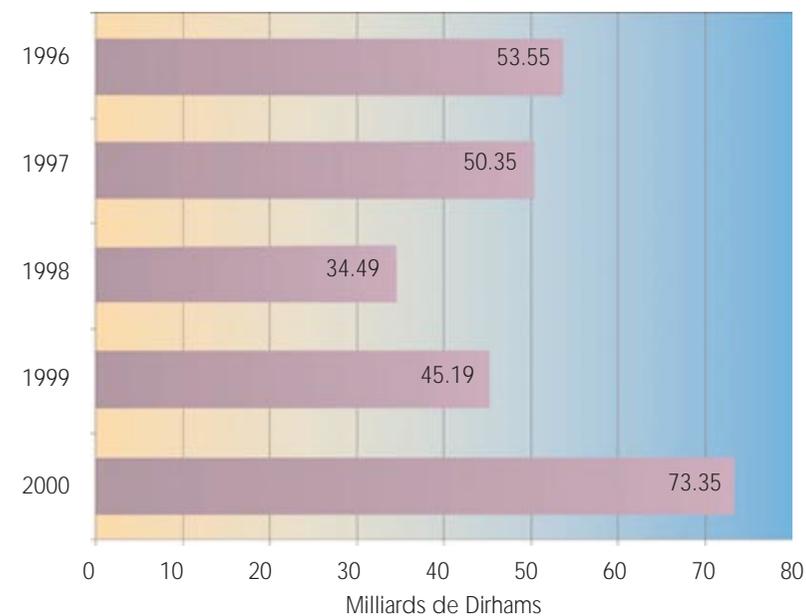
ABU DHABI

Abu Dhabi contrôle plus de 90 % du pétrole du pays et plus de 85 % de ses réserves de gaz. Les réserves connues de pétrole brut de l'émirat sont de 92,2 milliards de barils et celles de gaz naturel sont de 5,4 trillions m³. Umm Shaif, Lower Zakum, Upper Zakum, Al Bunduq et Abu al-Bukhoosh sont les principaux champs pétrolifères offshore et Asab, Bab, Bu Hasa, Sahil et Shah les principaux champs côtiers. Les plus petits gisements côtiers de Dabb'iya et Rumaitha commencent à se développer. Près de 92 % des réserves de gaz du pays se trouvent à Abu Dhabi, et le réservoir de Khuff, en dessous des champs pétrolifères d'Umm Shaif et d'Abu al Bukhoosh, figure parmi les plus grands réservoirs de gaz au monde.

Le Conseil suprême du pétrole, fondé en juin 1988, détermine la politique pétrolière d'Abu Dhabi. Ce conseil est présidé par le Prince héritier d'Abu Dhabi et Adjoint au commandant suprême des forces armées des E.A.U., Cheikh Khalifa bin Zayed Al Nahyan. Entre autres responsabilités, le Conseil suprême est chargé du contrôle de la gestion de l'Abu Dhabi National Oil Company, ADNOC. Cette



Le prix du pétrole brut Décembre 2000 – Janvier 2002



Exportations de pétrole brut des E.A.U. 1996 – 2000

société, à son tour, détient une participation majoritaire dans tout un éventail de filiales aux E.A.U. et à l'étranger. Celles-ci sont décrites brièvement ci-après.

La production

L'Abu Dhabi Company for Onshore Oil Operations (ADCO) opère à terre et dans les eaux côtières peu profondes de l'émirat d'Abu Dhabi. La société exploite principalement cinq gisements : Asab, Bab, Bu Hasa, Sahil et Shah. Ces gisements sont reliés à des installations d'entreposage et d'expédition situées à Djebel Dhanna, où les pétroliers chargent le pétrole brut pour l'exportation dans divers pays du monde. Du pétrole est aussi produit dans trois autres champs pétrolifères : Al Dabb'iya, Rumaitha et Shanayel, qui, globalement connus sous le nom de gisements du nord-est d'Abu Dhabi (NEAD), font l'objet d'un vaste programme de développement. Des aménagements ont été réalisés au gisement de Sahil, où l'on a augmenté le nombre de plates-formes à terre, et à Asab, où un important projet de collecte et d'injection de gaz a donné des résultats encourageants.

L'Abu Dhabi Marine Operating Company (ADMA-OPCO) est une société qui produit du pétrole et du gaz ; ses activités sont centrées sur les zones offshore d'Abu Dhabi. La production pétrolière et gazière provient de deux principaux gisements : Umm Shaif et Zakum. Le brut est recueilli à l'aide de structures géantes en acier, puis transféré à l'île de Das, base industrielle proche, pour traitement, entreposage et exportation dans le monde. Au fil des années, la société a adopté les techniques et technologies de forage les plus pointues, en commençant par le forage vertical, puis le forage dirigé et enfin le forage horizontal. Le besoin d'optimiser la production de pétrole et de gaz a nécessité des progrès au niveau du forage.

En octobre 2001, ADMA-OPCO a signé un contrat pour un important projet d'injection de gaz en vue d'augmenter la capacité de production de son principal gisement offshore de Zakum. C'est l'un des plus grands projets d'exploitation offshore dans l'histoire de la société et il exige une relation entre le champ de gaz naturel énorme d'Umm Shaif, où le gaz sera collecté, et Zakum West, où il sera injecté. Environ 5,7 millions de m³ de gaz naturel d'Umm Shaif seront compressés chaque jour et acheminés pour injection vers une tour existante en tête de puits.

La Zakum Development Company (ZADCO) exploite Upper Zakum, un des plus grands champs pétrolifères du monde, pour le compte d'ADNOC et de la Japan Oil Development Company (JODCO). Le développement des réservoirs d'Upper Zakum est considéré comme l'une des réalisations techniques majeures à Abu Dhabi. Outre Upper Zakum, la société exploite actuellement les champs d'Umm Al Dalkh et de Satah. Le pétrole brut d'Upper Zakum, d'Umm Al Dalkh et de Satah est

acheminé par pompage et par les principaux oléoducs jusqu'à l'île de Zirku pour traitement, entreposage et exportation.

La construction et les services de soutien

Les installations de la National Petroleum Construction Company (NPCC) sont actuellement implantées à Mussafah. Elles comprennent un nouveau chantier de fabrication moderne, capable de produire 67 000 tonnes par an de structures manufacturées en acier, ainsi que des usines de revêtement de conduites pour protections en charbon, en béton, en époxy liée par fusion et en polypropylène. NPCC possède et exploite une flotte considérable, capable de lever des structures pesant chacune jusqu'à 2 000 tonnes et de poser des pipelines sous-marins dont les diamètres peuvent aller jusqu'à 150 cm. NPCC offre des services complets en tant que principale entreprise d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction pour les industries pétrolière, gazière et pétrochimique.

L'Abu Dhabi Drilling Chemicals and Products Ltd (ADDCAP) est aujourd'hui une filiale contrôlée à cent pour cent par ADNOC et, depuis 1996, elle est implantée dans la zone industrielle de Mussafah. Les produits chimiques de forage (baryte, bentonite, attapulgite) sont élaborés dans son atelier de broyage qui utilise les technologies de pointe.

La National Drilling Company (NDC) est une entreprise leader de forage comptant plus de 26 ans d'expérience et l'une des principales sociétés de ce type au Moyen-Orient. À l'heure actuelle, la société exploite une flotte moderne de plates-formes de forage et d'exploitation. De plus, elle possède six appareils de forage de puits d'eau, qui sont tous en service dans deux projets de reconnaissance des eaux souterraines à Abu Dhabi et à Al Ain.

L'Abu Dhabi Petroleum Ports Operating Company (ADPPOC) exploite les terminaux pétroliers et les ports de Djebel Dhanna, de Ruwais, d'Umm al-Nar, de l'île de Das, Zirku et des îles de Mubarraz. La société est également chargée de l'entretien des postes d'amarrage d'ADMA-OPCO et des terminaux pétroliers de ZADCO. Elle aide aussi, si nécessaire, à lutter contre la pollution par les hydrocarbures dans les ports pétroliers. ADPPOC est propriétaire de 41 navires, y compris des navires d'entretien des grues et de plongée, 16 remorqueurs, 17 bateaux de ligne et d'amarrage, 6 bateaux-pilotes rapides et une péniche d'entretien équipée d'une grue hydraulique de 20 tonnes.

La National Marine Services Company (NMS) est la société leader d'Abu Dhabi pour ses services de soutien offshore. Elle dispose aujourd'hui de 25 navires offshore de diverses catégories, dont des ravitailleurs, des remorqueurs pour la manutention d'ancre et le déplacement de plates-formes, des bateaux d'intervention, ainsi que

des navires d'entretien et d'équipage. La flotte entière est affrétée aux sociétés du Groupe ADNOC, mais principalement à ADMA-OPCO et ZADCO.

Le traitement du pétrole et du gaz naturel

Abu Dhabi Gas Industries Ltd (GASCO) est la société d'exploitation responsable du traitement du gaz naturel associé et non associé issu de la production de pétrole à terre. Enregistrée en 1978, elle a démarré comme coentreprise détenue conjointement par l'Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC), TotalFinaElf, Shell Abu Dhabi et Partex. En avril 2001, Abu Dhabi Gas Company (ATHEER) a fusionné avec GASCO, ce qui a encore consolidé la position de GASCO en tant que l'une des plus grandes sociétés de traitement de gaz au monde et l'un des plus vastes projets industriels aux E.A.U..

GASCO transforme les produits dérivés du pétrole précédemment brûlés à la torchère en différentes formes d'énergie propre commercialisable. Le traitement s'effectue dans ses cinq usines d'Asab, Bab, Bu Hasa, Habshan et Ruwais. Une partie du LGN traité est transportée par un réseau de conduites à l'usine de Ruwais, où il est fractionné et séparé en propane, butane et pentane plus, qui sont entreposés avant expédition. Le reste du gaz traité et le gaz sec résiduel sont utilisés comme combustibles dans les installations sur le terrain, dans les centrales électriques et usines de dessalement de l'eau, les raffineries, les usines pétrochimiques et autres installations industrielles. Après sa mise en service en juin 2001, le gazoduc Maqta'a – Djebel Ali a commencé à approvisionner Dubaï en gaz naturel. En novembre 2001 GASCO a réalisé le projet de modernisation de Ruwais.

L'Abu Dhabi Gas Company (ADGAS) a été fondée en 1973 pour transformer le gaz extrait du pétrole brut du gisement offshore d'Abu Dhabi en gaz naturel liquéfié (GNL), nouvelle source d'énergie commercialisable. Au départ, l'usine avait une capacité théorique annuelle de 2,5 millions de tonnes de GNL et 800 000 tonnes par an de gaz de pétrole liquéfié (GPL). Après la signature d'un contrat d'achat de 20 ans avec la Tokyo Electric Power Company (TEPCO), la première cargaison de GNL a été expédiée de l'île de Das en 1977. La conclusion, en 1990, d'autres accords de vente avec TEPCO a fait doubler la production de l'ADGAS. Une nouvelle convention de 25 ans, signée en 1994, a été le moteur d'une expansion encore plus poussée. Une troisième chaîne GNL, la plus grande de ce type au monde, a été construite, ce qui a permis d'augmenter la production annuelle de 2,5 millions de tonnes et de doubler la capacité de l'usine. Cette installation, la plus pointue au monde, a été achevée en 1994. Elle a été considérablement modernisée en avril 2001, ce qui a conduit à des niveaux de production encore plus élevés, atteignant environ 380 tonnes de GNL par heure (t/h), contre précédemment 320 t/h. La production annuelle de GNL de l'usine se situe aujourd'hui à 5,4 millions de tonnes environ.



Dans un même temps, ADGAS a annoncé qu'elle projetait de construire une quatrième unité de production de GNL sur l'île de Das. Sous la direction du chef de projet, Stone & Webster, la nouvelle chaîne va augmenter la production globale de GNL à l'usine ADGAS dans l'île de Das de presque 20 %, celle-ci devant atteindre 6,4 millions de tonnes.

Le gaz naturel liquéfié (GNL) représente quelque 69 % des revenus totaux d'ADGAS et ses produits dérivés le 31 %. Le Japon et la Corée du sud constituent le marché de base pour le GNL, alors que les ventes spot à court terme se font généralement avec les pays à l'ouest de Suez, tels que l'Espagne et les États-Unis.

Le transport maritime

L'Abu Dhabi National Tanker Company (ADNATCO) possède et exploite une flotte de sept navires-citernes pour le pétrole brut et les produits dérivés, un transporteur de soufre en fusion et un navire de soutage. Les navires d'ADNATCO opèrent dans le monde entier pour des clients internationaux, dont de grandes sociétés pétrolières. La firme apporte aussi à ADNOC et à son groupe de sociétés un soutien logistique et des conseils en matière de navigation. Non seulement, ADNATCO gère et exploite sa propre flotte, mais elle administre également les navires d'approvisionnement de soutes offshore d'ADNOC. Elle détient les certificats d'assurance qualité ISM et ISO 9002, enregistrés chez Lloyd's (R.-U.), pour l'ensemble de ses opérations.

Le bureau administratif principal de la National Gas Shipping Company Ltd (NGSCO) se trouve à Abu Dhabi et elle compte deux bureaux auxiliaires, l'un à Tokyo et l'autre sur l'île de Das. Elle fait valoir une flotte de huit navires modernes de 135 000 M transportant du GNL et affrète des navires-citernes pour transporter le GNL, le GPL et le soufre d'ADGAS au Japon et dans d'autres pays du monde. Elle fournit aussi à ADGAS des prestations d'expertise-conseil pour tout ce qui est d'ordre maritime. Elle détient également le certificat ISO 9002 et a été l'une des premières compagnies de navigation au monde à obtenir l'ISO 14001 en 1999.

Le projet 'Dolphin'

Le projet de gaz 'Dolphin', premier projet de gazoduc transfrontalier au Moyen-Orient, lancé en mars 1999 par l'UAE Offsets Group (UOG) d'Abu Dhabi, est aujourd'hui bien avancé. Dolphin Energy (DEL), la coentreprise de développement responsable de l'exécution du projet, et Qatar Petroleum (QP) ont signé, fin décembre 2001, un accord capital de participation conjointe au développement et à la production, préliminaire à la phase de construction de ce projet de 3,5 milliards de dollars.

Ce contrat de 25 ans prévoit le développement d'installations en amont pour la production de 56 millions de mètres cubes par jour (m³/j) de gaz naturel à partir de

la formation de Khuff au gisement North Field du Qatar, son transport à une usine de collecte et de traitement de gaz à Ras Laffan, où condensat, éthane, soufre et gaz de pétrole liquéfié (GPL) sont séparés du gaz humide, ainsi que le transport du gaz pauvre, non acide, par un gazoduc sous-marin de 440 km à Taweelah à Abu Dhabi et à Djebel Ali à Dubaï. Le projet s'efforce de satisfaire la demande croissante en gaz aux E.A.U., qui provient en particulier du secteur de la production d'électricité, et augmente de 10 à 12 % par an.

DEL est également en train de développer plusieurs autres aspects du projet. Mi-décembre 2001, elle a passé un contrat de 10,3 millions de dollars pour les travaux initiaux d'ingénierie et de conception en amont (qui demanderont huit mois) avec une association formée par la société américaine Foster Wheeler et la française Sofresid. Plus tard ce même mois, elle a choisi le Credit Suisse First Boston (CSFB) comme conseiller financier. Il est prévu d'attribuer la tranche de travaux identiques en aval au cours du premier trimestre 2002.

La sélection d'un deuxième partenaire stratégique va être de qualité. Actuellement, UOG détient 75,5 % du projet et TotalFinaElf, société française, les 24,5 % restants. UOG va vendre jusqu'à 24,5 % de sa participation à l'une des cinq sociétés pétrolières internationales (BP, Conoco, Exxon Mobil, Occidental et Royal Dutch/Shell), qui ont été retenues en août. Le nouveau partenaire devrait être sélectionné en milieu d'année 2002.

'Dolphin' va non seulement permettre de satisfaire la demande croissante en gaz des E.A.U., mais il va aussi être considérablement profitable pour les économies du Qatar et des E.A.U., car il va entraîner de nouveaux emplois pour les citoyens des deux pays et faciliter le développement aux E.A.U. d'autres centrales qui approvisionneront en électricité de nouvelles industries. De plus, ce projet crée un précédent dans la région du Golfe. C'est la première fois qu'un pays investit dans le secteur amont des hydrocarbures d'un autre état, ce qui concrétise la vision du gouvernement d'Abu Dhabi quant à une coopération économique transfrontalière.

Le projet 'Dolphin' va également compléter l'exploitation gazière de l'Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC) en libérant des quantités de gaz considérables, qu'ADNOC fournit actuellement à Dubaï pour réinjection, et en prolongeant la durée de vie des réservoirs de pétrole et de gaz d'Abu Dhabi. DE LA l'intention de livrer les premières commandes de gaz à ses clients émiriens en 2005.

Le raffinage

L'Abu Dhabi Oil Refining Company (TAKREER), actuellement contrôlée à 100 % par ADNOC, a été créée conformément aux dispositions de la loi N° 3 de 1999 sous la forme d'une société anonyme par actions, tous les titres étant détenus

par l'Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC). Aux termes de cette loi, TAKREER a pris la responsabilité des opérations de raffinage dans deux principales raffineries (Umm al-Nar, fondée en 1976, et Ruwais, fondée en 1982). Ces deux raffineries ont été agrandies plusieurs fois pour en augmenter la capacité et pour améliorer la qualité du produit. Après une importante extension en 2000, la capacité de raffinage a plus que doublé, en réponse à une demande croissante. Celle de TAKREER dépasse 500 000 b/j de pétrole brut et de condensat. La raffinerie d'Umm al-Nar, près de la ville d'Abu Dhabi, a une capacité de 85 000 b/j de brut. La capacité de la raffinerie de Ruwais, près de Djebel Dhanna, s'élève aujourd'hui à 140 000 b/j de pétrole brut et sa capacité de séparation du condensat à 280 000 b/j, l'usine de condensat étant devenue opérationnelle en novembre 2000. Comprenant deux unités de distillation, chacune d'un volume théorique de 140 000 b/j, elle transforme le condensat en naphte, en carburéacteur et autres produits. Les deux raffineries produisent actuellement plus de 23 millions de tonnes par an de produits destinés aux marchés local et d'exportation. Parmi les nouvelles ambitions de TAKREER figurent la production de carburant sans plomb et d'huile de graissage, une extension de ses installations en vue de l'extraction de soufre, et un important programme d'entretien pour la raffinerie d'Umm al-Nar. TAKREER a également construit ses propres centrales électriques et usines de dessalement.

La distribution des produits raffinés

ADNOC Distribution exploite un grand réseau de stations d'essence sur l'ensemble des E.A.U.. Les carburants de la société sont distribués par ses propres camions-citernes, les produits à base de pétrole étant acheminés par pipeline jusqu'aux principaux dépôts. Elle gère une usine de mélange, de remplissage et de conditionnement de lubrifiants et a introduit une gamme de nouveaux lubrifiants basée sur les toutes dernières spécifications internationales. Elle fait également valoir une fabrique de graisse moderne. De plus, ADNOC Distribution compte deux usines de mise en bouteille de GPL, l'une à Abu Dhabi et l'autre à Al Ain, ainsi que trois navires qui transportent du gas-oil aux îles offshore d'Abu Dhabi.

Les produits chimiques et pétrochimiques

Ruwais Fertilizer Industries (FERTIL) est une coentreprise d'ADNOC et de TotalFinaElf, qui détiennent des actions dans la société à raison de 2 pour 1. L'objectif premier de la création de cette entreprise était d'utiliser le gaz pauvre issu des gisements à terre de Bab, Asab et Thamama C pour produire des engrais et les vendre sur les marchés local et international. La production d'ammoniac et d'urée a atteint respectivement 1310 Mt et 1 850 Mt par jour. FERTIL exporte

annuellement environ 600 000 tonnes d'urée, ainsi que le surplus d'ammoniac. Les usines sont régulièrement exploitées à un rythme qui dépasse les chiffres théoriques, et on envisage une extension du complexe.

L'Abu Dhabi Polymers Company Ltd (Borouge) est une coentreprise détenue par ADNOC (60 %) et par Borealis, producteur de polyoléfines leader en Europe (40 %). Cette dernière est elle-même détenue à 25 % par l'Abu Dhabi's International Petroleum Investment Company, IPIC. Elle fabrique et vend du polyéthylène utilisé pour des applications exigeantes au niveau technique, principalement dans les secteurs des emballages flexibles et rigides, et du bâtiment. Le nouveau complexe de 260 ha de Borouge, à Ruwais, est l'une des installations les plus importantes et les plus pointues du Moyen-Orient ; elle va produire 450 000 tonnes par an de polyéthylène haute densité et de polyéthylène linéaire basse densité. Elle comporte une unité de craquage de l'éthylène à base d'éthane d'une capacité de 600 000 tonnes et deux usines de polyéthylène, chacune capable de produire 225 000 tonnes de polyéthylène linéaire de haute, moyenne et basse densité.

Les investissements étrangers

L'International Petroleum Investment Company (IPIC) possédée par le gouvernement d'Abu Dhabi se concentre sur les investissements étrangers dans les activités et les acquisitions du secteur du pétrole ou en relation avec lui. Les investissements s'élevaient au total à 3,5 milliards de dollars fin 2001. Les sociétés dans lesquelles elle a des intérêts ont une capacité de raffinage cumulée dépassant 1,5 millions de barils de pétrole par jour, et plus de 5000 stations-service. Par le biais de ses participations, IPIC est présente dans l'exploration pétrolière dans onze pays. Elle a, entre autres, des intérêts dans Borealis (partenaire d'ADNOC dans le complexe pétrochimique Borouge de Ruwais), dans la Compania Espanola De Petroles SA (CEPSA), dans la société autrichienne OMV et la société pakistanaise Pak-Arab Refinery Ltd (PARCO). Elle a également acquis une participation de 50 % dans la société sud-coréenne Hyundai Oil Refinery Company Ltd.

L'Institut du pétrole

Le nouvel Institut du pétrole d'Abu Dhabi réunit le meilleur de l'éducation et de l'industrie pour créer un centre régional de renommée mondiale en matière d'ingénierie, de sciences appliquées et de recherche. Des partenaires industriels internationaux : BP, JODCO, Shell et TotalFinaElf se sont engagés à s'associer avec ADNOC pour ce projet d'avant-garde. La Colorado School of Mines (CSM) prendra la direction de la section enseignement, pour ce qui est de la conception du programme d'études et des mécanismes à mettre en place en vue de son accréditation.

La première promotion d'étudiants a été admise en septembre 2001. Dans sa phase initiale l'Institut offre cinq programmes de licence : Chimie, Génie pétrolier et mécanique, Instrumentation et techniques de régulation, et Géoscience du pétrole.

Une industrie pétrolière et gazière plus propre

Les E.A.U. occupent une place de premier rang pour leurs méthodes de protection de l'environnement dans le secteur du pétrole et du gaz. L'Abu Dhabi Oil Co Ltd, Japan (ADOC) injecte du gaz corrosif et du gaz acide séparément dans les réservoirs de pétrole des gisements d'Umm al-Anbar et de Neewat al-Ghalan. Le volume accru de gaz injecté a remarquablement amélioré la récupération de pétrole dans ces deux champs. ADOC a aussi mis en œuvre un projet de suppression totale du brûlage à la torchère. Le gaz issu des champs pétrolifères de Mubarraz, offshore et sur l'île, est récupéré (torches exclues) pour injection dans les réservoirs de pétrole de ces deux gisements. La National Petroleum Construction Company est le principal exécutant de ce programme.

Le projet de suppression totale du brûlage à la torchère s'est terminé en avril 2001 et l'injection de gaz se poursuit au gisement de Mubarraz Offshore et à celui de l'île de Mubarraz. Grâce aux efforts conjugués dans le cadre des projets d'injection de gaz corrosif et de suppression totale de brûlage à la torchère, presque tout le gaz produit à partir des champs pétrolifères d'ADOC est récupéré et injecté dans les réservoirs de pétrole des gisements d'Umm al-Anbar et de Neewat al-Ghalan.

En 2000 et 2001, ADOC a mené à bien un projet d'évacuation d'eau : il s'agit de recueillir l'eau provenant des champs pétrolifères de l'île de Mubarraz et de l'évacuer dans une formation souterraine afin d'éliminer le rejet en mer.

LES AUTRES ÉMIRATS

Dubai

L'émirat de Dubaï est le deuxième producteur de pétrole des E.A.U. après Abu Dhabi, mais son rendement diminue. La plus grande compagnie pétrolière de Dubaï est la Dubai Petroleum Company (DPC), qui est le chef de file dans un consortium comprenant DPC (32,5 %), TotalFinaElf (27,5 %), la société espagnole Repsol (25 %), l'Allemande RWE-DEA (10 %) et Wintershall (5 %). DPC a découvert les quatre principaux champs pétrolifères offshore : Fateh, Southwest Fateh, Rashid et Falah entre 1966 et 1976. La production pétrolière de Dubaï a atteint son maximum en 1991 avec 410 000 b/j et, depuis, elle régresse. Au milieu des années 90, la production se situait aux environs de 230 000 b/j, mais elle était tombée à 170 000 b/j en 1999. Celle de condensat à partir du gisement à terre de Margham s'élève à environ 25 000 b/j. Le champ pétrolifère de Margham, exploité auparavant par Arco

International Oil and Gas Company, est aujourd'hui géré par le Dubai Margham Establishment, contrôlé à cent pour cent par le gouvernement de Dubaï.

S'intéressant fortement aux sources de gaz naturel, Dubaï étudie toutes les options possibles pour approvisionner son secteur industriel en pleine expansion. Non seulement l'émirat puise sur des sources de gaz externes, mais il maximise aussi la production de son propre gisement de Margham. Un nouveau projet de 40 millions de dollars, actuellement dirigé par une société canadienne, VECO Engineering, cherche à optimiser le débit de gaz de Margham pour l'approvisionnement de Djebel Ali.

Une raffinerie de condensat est devenue opérationnelle à Djebel Ali en mai 1999. Elle appartient à la filiale contrôlée à 100 % d'Emirates National Oil Company, ENOC Processing Company, qui l'exploite. Elle compte cinq unités Merox qui traitent les condensats de la région du Golfe pour produire 34 000 b/j de kérosène, 11 500 b/j de gas-oil, 5000 b/j de gaz de pétrole liquéfié (GPL) et 33 000 b/j de naphte.

Dubaï dispose de trois terminaux pétroliers d'où sont exportés du pétrole et du GPL : Djebel Ali, Port Rashid et Fateh. Au niveau national, ENOC et Caltex contrôlent conjointement Emirates Petroleum Products Company (EPPCO) Lubricants, société qui produit et commercialise, aux E.A.U. de l'huile pour moteur et des lubrifiants. EPPCO vend des produits pétroliers dans les émirats du nord. En début d'année 2000, ENOC a révélé qu'elle avait l'intention de pénétrer le marché national de vente de pétrole au détail ; aussi, elle a établi 30 stations-service à Dubaï et dans les autres émirats, s'associant avec ADNOC for Distribution (ADNOC-FOD) et Emarat pour la distribution d'essence.

Sharjah

Sharjah, troisième producteur d'hydrocarbures des E.A.U., centre sa production de pétrole sur le gisement offshore de Mubarak. Celui-ci se trouve à proximité d'une région occupée par l'Iran, et la partie nord du gisement se situe dans une zone de concession iranienne. Par conséquent, bien que Sharjah jouisse de droits de forage et de production, il partage la production et les revenus avec l'Iran. Parallèlement, 20 % du reste des revenus de Sharjah sont distribués à l'émirat d'Umm al-Qaiwain et 10 % à Ajman. Crescent a commencé une campagne de forage d'exploration au puits numéro un de Khatir en 1998, la production devant être rattachée au gisement de Mubarak. Début 2000, la production à partir du champ de Mubarak était estimée à 6000 b/j.

Sharjah possède 5 % des réserves de gaz du pays. Il s'agit pour la plus grande partie de gaz non associé qui est utilisé à des fins domestiques. Les gisements de

gaz les plus importants de l'émirat se trouvent au champ pétrolifère offshore de Mubarak et au champ à terre de Saja'a. Le champ offshore de Mubarak, exploité par la société locale, Crescent Petroleum Company, produit environ 30 000 b/j de condensat.

En juillet 1999, Crescent Petroleum a commencé à forer Sharjah-2, à quelque 30 km au large de Sharjah, où l'on avait déjà découvert du gaz. En juillet, la Crescent Petroleum Company a annoncé, conjointement avec la société Atlantis basée à Londres, qu'elles prévoient d'entamer d'importants travaux sismiques dans les zones du désert intérieur de Sharjah, où la présence de gaz a été décelée. Les gisements à terre de Saja'a et Moveyeid produisent 35 000 b/j de condensat, en plus du gaz naturel.

La Sharjah Liquefied Gas Company (SHALCO) a été créée en vue d'accroître les exportations de gaz naturel liquéfié. On a établi en octobre 1999 le Conseil du pétrole de Sharjah afin de formuler clairement la politique de l'émirat en matière de production et de traitement du pétrole, ainsi que d'autres questions relatives au pétrole.

Ra's al-Khaimah

La recherche de pétrole à Ra's al-Khaimah se poursuit depuis 1967 ; on estime que l'émirat possède des réserves de 400 millions de barils de pétrole et de condensat. La production offshore à partir du champ de Saleh, qui était au départ de 11 000 à 12 000 b/j, a considérablement chuté et elle est aujourd'hui suspendue. En juin 1998, la Ra's al-Khaimah Oil and Gas Company a déclaré qu'elle n'avait trouvé aucun hydrocarbure à son forage d'exploration offshore, Aman-1, où les travaux avaient débuté en février de cette même année. Le forage avait été sondé à une profondeur de 5358 m. À l'heure actuelle, Ra's al-Khaimah ne produit pas de pétrole.

Fujairah, Ajman et Umm al-Qaiwain

Fujairah, Ajman et Umm al-Qaiwain sont les trois seuls émirats où aucun gisement de pétrole n'a été identifié, bien que des travaux d'exploration aient été faits et qu'ils aient espoir d'en découvrir, un jour, des quantités suffisantes pour être commercialisées. Le Département du pétrole d'Ajman a été fondé en février 2000 pour gérer tous les aspects de l'industrie pétrolière et gazière de l'émirat, à terre et offshore. Ce nouvel organisme gouvernemental est chargé de superviser les activités en amont et en aval et d'apporter des conseils quant à la politique à adopter.

En mai 2001, un contrat pour l'exploration et le développement d'un gisement de gaz offshore à Umm al-Qaiwain a été attribué à Atlantis Holdings, société norvégienne. Des contrats d'approvisionnement ayant déjà été signés par l'UAE



Offsets Group, on prévoit de construire une plate-forme offshore pour l'extraction du gaz et ensuite d'acheminer ce dernier par pipeline à une certaine destination à terre où se trouverait une usine de traitement.

LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Le secteur non pétrolier représente plus des deux tiers du PIB du pays. Au départ, les efforts déployés pour accélérer le développement industriel se sont concentrés principalement sur les secteurs du bâtiment, de l'alimentation, de la mise en conserve et du prêt-à-porter. Puis ont suivi les nouvelles grandes industries, et plus particulièrement la production d'aluminium. Ces projets ont entraîné le développement d'autres activités industrielles annexes, à plus petite échelle. L'industrie du bâtiment a renforcé la demande de ciment, d'agglomérés, de tuyaux en PVC, etc. ; l'industrie de l'aluminium a engendré la création de multiples sociétés utilisant l'aluminium comme matière première. Toutefois, aujourd'hui, on estime que le développement des secteurs nationaux des voyages et du tourisme va jouer un rôle majeur dans l'expansion future du secteur non pétrolier ; la consolidation continue des zones franches des E.A.U. sera, alors, un formidable catalyseur pour la croissance industrielle.

LA FABRICATION

L'essor du secteur de la fabrication manufacturière s'est maintenu en 2000 ; le nombre total d'entreprises de fabrication (c'est-à-dire celles qui sont enregistrées par le ministère des Finances et de l'Industrie) est passé de 1859 en 1999 à 2512. L'investissement total était estimé, fin 2000, à 34,5 milliards de dirhams, contre 9,5 milliards seulement en 1995. L'émirat d'Abu Dhabi détient 10 % des unités de fabrication, mais il représente la moitié de la production manufacturière. Dubaï comptait 793 entreprises de production, avec un investissement de 12,73 milliards de dirhams ; Sharjah en avait 685, avec un investissement de 2,85 milliards de dirhams, alors qu'Abu Dhabi en possédait 220, pour un investissement de 3,53 milliards de dirhams. Parmi les autres émirats, on dénombrait à Ras al-Kaimah 436 locaux de fabrication avec un investissement total de 2,79 milliards de dirhams, à Ajman 301, avec un investissement total de 797,6 millions et à Fujairah 4 avec un investissement de 646 millions de dirhams.

La fabrication a conservé sa quatrième place dans l'économie du pays, après le pétrole, le bâtiment et le commerce. On a enregistré, par exemple, une hausse de 12,27 % au niveau de l'implantation de nouvelles usines de transformation dans le secteur de l'alimentation et des boissons, de 12,56 % dans les textiles, le prêt-à-

porter et le cuir, de 28,13 % dans le bois et les produits dérivés, de 17,60 % dans le papier et les produits à base de papier et de 28,16 % dans les produits chimiques.

L'aluminium

Après le pétrole et le gaz, le secteur de fabrication industrielle le plus important aux E.A.U. est lié à la production et à l'utilisation de l'aluminium. Les exportations d'aluminium représentent près de 40 % de la totalité des exportations des secteurs non pétroliers. La Dubai Aluminium Company (DUBAL), créée en 1979, fournit 70 produits à environ 250 clients dans 44 pays, le Japon représentant 20 % du total de ses ventes. Elle exporte des volumes importants en Europe, malgré des droits dissuasifs de 6 %.

Occupant un site de 480 ha, à 35 km environ de la ville de Dubaï, DUBAL a particulièrement bien réussi. La société a une capacité de production d'aluminium primaire de 536 000 tonnes par an (t/an), et elle comprend une centrale électrique, dont la capacité de production dépasse 1400 mégawatts, ainsi qu'une usine de dessalement d'eau de mer capable de fournir jusqu'à 112,5 millions de litres d'eau potable par jour.

Bien qu'elle n'existe pas depuis très longtemps, la société a été agrandie à trois reprises. Le tout dernier projet d'extension, qui a pour nom code 'Condor', a accru la capacité de 35 % pour un coût de 725 millions de dollars. Il a ainsi porté la capacité de production de la fonderie de 396 000 tonnes à 536 000 tonnes, ce qui en fait le plus grand complexe de fonderie d'aluminium du Moyen-Orient. DUBAL prévoit de moderniser encore ses installations pour augmenter cette capacité de 150 000 tonnes supplémentaires. Pour cela, les équipements qui ont 20 ans vont être remplacés, ce qui augmentera la production de 30 %. Avec un capital d'une valeur voisine de 2 milliards de dollars, DUBAL est l'un des plus grands complexes de fonderie indépendants au monde.

En septembre 1993, DUBAL a réalisé une première mondiale en alignant tous ses procédés de fonderie et processus annexes sur les critères de la norme de qualité internationale ISO 9002 et en obtenant le certificat. Par la suite, la société a également développé et installé des systèmes de gestion de la qualité ISO 9002 pour ses procédés de production d'électricité et de dessalement. En mai 1999, DUBAL a obtenu le certificat pour le respect de l'environnement ISO 14001 pour l'ensemble de ses opérations, après un processus d'alignement qui s'est étalé sur trois ans.

DUBAL est l'un des plus gros fournisseurs d'alliage de fonderie pour l'industrie mondiale de fabrication de roues d'automobiles. Elle produit aussi des billettes d'extrusion utilisées dans la construction, comme par exemple pour les cadres de fenêtres, et elle figure parmi les premiers producteurs d'aluminium ultrapur utilisé

dans la fabrication des disques compacts et des composants électroniques. Tout l'aluminium produit chez DUBAL est d'excellente qualité, les niveaux de pureté atteignant jusqu'à 99,97 %.

Pour la production de roues d'automobiles, la régularité de la qualité du produit et une grande pureté sont d'une importance capitale. Ceci explique pourquoi la majeure partie des belles roues en alliage que l'on voit sur les routes aujourd'hui sont en aluminium et sortent de chez DUBAL, le plus grand producteur mondial d'alliages de fonderie, de métal non modifié et de métal modifié au strontium pour la manufacture de roues.

Dans le domaine extrêmement concurrentiel des circuits imprimés électroniques, la qualité de l'aluminium utilisé dans les condensateurs et autres composants de précision est fondamentale. L'aluminium de DUBAL, réputé pour sa grande pureté, est destiné spécifiquement à la fabrication de condensateurs, de disques durs pour ordinateurs et sert de matière première pour les composants électroniques de haute technologie.

Une autre société produisant de l'aluminium, connue sous le nom de Gulf Aluminium Company, a été établie à Dubaï pour la fabrication de feuilles d'aluminium utilisées pour la mise en conserve d'aliments et pour les médicaments. Cette société de 180 millions de dollars a une capacité de production d'environ 22 000 tonnes.

La Dubai Cables Company (DUCAB), maintenant contrôlée à 100 % par les gouvernements de Dubaï et d'Abu Dhabi, a vu ses ventes passer de 300 millions de dirhams en 1999 à 404 millions en 2000, soit une hausse de 33 %. Récemment, la société a annoncé un programme d'extension de 45 millions de dirhams, qui consiste à ajouter une nouvelle chaîne de production de câbles moyenne tension à son usine de Djebel Ali. Ceci va augmenter la capacité de production de câbles basse tension de 35 %, à 35 000 tonnes par an. En 2000, DUCAB a reçu des commandes fermes d'une valeur de 411 millions de dirhams, contre 307 millions en 1999, soit une augmentation de 34 %.

Le fer et l'acier

Avant la création de la nouvelle usine Emirates Iron & Steel, financée par la General Industries Corporation d'Abu Dhabi, il existait cinq usines fabriquant des aciers d'armature à partir de débris de fer, et qui, en produisant environ 100 000 tonnes par an, fournissaient moins de 10 % de la demande locale.

Des tests de performances ont été effectués à la nouvelle usine Emirates Iron & Steel vers la fin 2001 ; on prévoit une production de 250 000 tonnes par an pour le premier trimestre 2002, avec un passage progressif à la fabrication maximale

de 500 000 tonnes par an. 300 millions de dirhams ont été investis dans la première phase pour élaborer des aciers d'armature conformes aux normes internationales. Une étude est en cours en vue de l'extension de l'usine et de la diversification de ses produits. L'usine, équipée de la technologie de laminoir la plus pointue, est la plus importante de ce type aux E.A.U.. Actuellement, les besoins en fer et en acier des E.A.U. pour l'industrie du bâtiment se situent environ entre 700 000 et 900 000 tonnes par an, une grande partie de cette demande étant satisfaite grâce aux importations d'Arabie Saoudite, de Turquie et du Qatar. Selon les prévisions, la demande pour les produits de la société va considérablement augmenter à la suite des plans de développement nationaux et régionaux.

Le ciment

Il est estimé que les E.A.U. produisent environ 2 000 tonnes de ciment par an, dont 60 % suffisent pour satisfaire la demande nationale. Le reste est exporté vers les autres pays du CCG et en Afrique. L'Iran et les États de la C.E.I. en absorbent également de petits volumes. Le marché a connu quelques difficultés ces douze derniers mois, les prix ayant chuté de 13 dirhams à 6,50/6,75 dirhams le sac. Ceci semble être dû à l'apparition, sur le marché, de plusieurs nouveaux producteurs et par conséquent une offre trop forte. On tient, de source sûre, qu'un afflux de produits d'environ 15 % de la capacité installée a suffi pour provoquer des réductions de prix consécutives, alors que les producteurs se battaient pour conserver leur part du marché. Cette spirale, qui allait à l'encontre du but recherché, a conduit à des prix les plus bas depuis 18 ans, jusqu'au jour où les producteurs (encore plus à court d'argent à cause de la hausse mondiale du prix des matières premières) ont décidé d'agir par l'intermédiaire de l'Association des fabricants de ciment.

La construction navale

La société Gulf Craft basée aux E.A.U. perpétue la tradition émirienne de construction de bateaux, mais d'une manière ultramoderne. Elle construit des yachts à moteur de luxe et de service pour les marchés local, régional et international. Elle a débuté sa production en 1982, et l'une de ses séries les plus récentes est le 'Millennium 118'. La société vend déjà ses bateaux et ses yachts à 40 pays dans le monde. Au prix de 7 millions de dollar, le Super yacht 'Millennium 118' est conçu et construit conformément aux normes internationales et offre le summum du luxe. Le navire a obtenu la certification de classe A-1 du Bureau américain de la navigation et le premier bateau à prendre la mer, acheté par South Florida Yachts, basée aux États-Unis, a été exposé au salon international de la navigation de Fort Lauderdale en 2001.

L'industrie du textile et du prêt-à-porter

C'est à Sharjah et à Ajman qu'on trouve la plus forte concentration d'usines de prêt-à-porter, la zone franche de Djebel Ali en possédant quelques-unes aussi. À l'exception des quatre grands centres de fabrication, le reste se compose de petites entreprises, au capital inférieur à un demi-million de dirhams chacune. La majeure partie de la production est exportée aux États-Unis ou vers l'U.E.. Cette industrie est considérée comme la deuxième du pays après l'aluminium, et représente environ 16 % des exportations industrielles non pétrolières.

Le secteur a traversé une période relativement difficile ces dernières années, en raison du déclin général de la demande de tissu. De 1996 à 1999, l'importation de textile a baissé de 2,7 %. Les importations de soie pendant cette période ont chuté de 24 %, celles de laine de 10 %, de coton de 2 %, d'autres tissus naturels de 35 %, de tissus synthétiques de 4 %, et d'articles synthétiques de 19 %. Selon les chiffres officiels, l'Arabie Saoudite est le plus gros acheteur dans le commerce de réexportation à partir de Dubaï, l'Iran arrivant en deuxième position. Cependant, ces chiffres n'incluent pas le volume important de marchandises transportées personnellement en Iran.

La demande de textiles d'ameublement a renversé cette tendance ; en effet, elle fait preuve d'une croissance soutenue grâce à l'industrie prospère du bâtiment. Il est bien possible que la constitution, à Dubaï, d'une zone franche spécialement conçue pour l'industrie du textile donne un fort tonus au secteur dans les prochaines années. 464 500 m² de terrain dans la région de Ras al-Khor, à Dubaï, ont été attribués au projet du Village du textile. Cette zone pourra accueillir 295 salles d'expositions et magasins, disponibles en trois grandeurs : 230, 460 et 920 m². Ce village sera géré selon les lois régissant les zones franches. Le Village du textile ne devrait pas avoir un impact négatif sur le commerce des textiles ailleurs aux E.A.U., puisqu'il est principalement destiné aux commerçants et aux importateurs.

Les autres industries manufacturières

Parmi les autres produits contribuant aux exportations non pétrolières des E.A.U. figurent les cartons ondulés, les déchets métalliques, les snacks, les produits en plastique, les peintures, les lubrifiants et certains produits chimiques grand public. Contrairement aux principales industries du secteur traitées ci-dessus, celles-ci ne sont pas principalement adaptées à l'exportation, mais elles comptent sur les exportations, pour la plupart au sein de la région, pour écouler leur excédent, et opèrent essentiellement sur le marché intérieur.

Les 20 usines de peinture du pays produisent 100 000 tonnes par an et exportent



environ un quart de leurs articles. Bien que la plupart des matières premières nécessaires à la production soient importées, la haute teneur en eau de la plupart des peintures fait qu'il est plus rentable de les fabriquer localement étant donné la réduction des frais de transport.

Un autre grand succès est la société pharmaceutique de Julphar, implantée dans l'émirat nord de Ra's al-Khaimah. Créée en 1980, la société dispose aujourd'hui d'un effectif de 855 personnes et son investissement de capitaux s'élève à 155 millions de dirhams. Sa deuxième unité de production, Julphar 2, est devenue opérationnelle en 1999. Spécialisée dans la production d'antibiotiques, elle a une capacité annuelle de production de plus de 80 millions d'ampoules pour injections et de capsules qu'elle commercialise partout dans la région.

Les E.A.U. possèdent 183 usines de transformation des produits alimentaires et des boissons, représentant un investissement total de capitaux de 2,1 milliards de dirhams. Il s'agit d'une grosse raffinerie de sucre et de plusieurs minoteries, ainsi que de quatre usines de transformation des légumes et de la récolte de dattes du pays. Les E.A.U. sont aujourd'hui le plus gros producteur de dattes au monde. Deux nouvelles usines de transformation des dattes, l'une à Mirfa, à l'ouest d'Abu Dhabi, et l'autre à Al Sa'ad, près d'Al Ain, ont récemment démarré leur production, pour un coût d'immobilisation, respectivement, de 168 millions et 151 millions de dirhams respectivement. L'usine d'Al Sa'ad a une capacité de 20 000 tonnes par an. Toutefois, nombreuses sont les autres usines alimentaires beaucoup plus petites. Leurs activités concernent la transformation de produits tels que la viande, le poisson, le lait, les produits laitiers, l'huile végétale, mais aussi la mise en conserve de fruits et la production de boissons non alcoolisées.

L'INDUSTRIE DES COMMUNICATIONS

Le secteur des télécommunications

Un réseau de télécommunications très perfectionné relie les E.A.U. au niveau local et international. Le nombre de lignes téléphoniques est passé à 2,4 millions et on compte 210 000 abonnés à Internet. L'industrie des télécommunications a également permis de créer un nouveau marché d'exportation pour les E.A.U., qui sont le lieu d'implantation principal de la société de télécommunications par satellite, Thuraya, filiale de la compagnie locale de télécommunications, ETISALAT. Reliée aux fournisseurs de service sur l'ensemble de l'Afrique du nord, du Moyen-Orient et de l'Asie occidentale, Thuraya vend ses services de télécommunications et ses produits à un public mondial, ce qui est un nouveau moyen de dynamiser les exportations du pays.



L'informatique

En matière d'informatique, les E.A.U. ont une double stratégie : en premier lieu, accroître l'efficacité de l'administration, sensibiliser encore plus le public aux avantages que présente l'informatique pour le développement commercial et social du pays ; en deuxième lieu, créer les conditions idéales pour l'implantation aux E.A.U. de groupes de sociétés informatiques et de spécialistes dans ce domaine, ce qui sera bénéfique pour l'économie nationale. Aussi, l'adoption de l'informatique par le gouvernement et les entreprises sur l'ensemble du pays s'est faite à un rythme accéléré, le taux d'utilisation de l'Internet à tous les niveaux de la société est élevé, et les centres informatiques vedettes de libre-échange de l'Internet City de Dubaï (DIC) et de la Media City de Dubaï remportent un vif succès.

Fin 2001, 4 000 personnes travaillaient dans l'informatique et 450 sociétés s'étaient installées à l'Internet City et à la Media City de Dubaï. Ces dernières sont en bonne voie pour atteindre leur objectif, qui est d'attirer plus de 30 000 travailleurs dans une industrie de matière grise, dans les cinq prochaines années. Les nouveaux centres ont accueilli entre autres Microsoft, Hewlett-Packard, IBM, Reuters, CNN et Middle East Broadcasting Corporation (MBC). DIC a lancé plusieurs nouvelles initiatives visant à stimuler la croissance de la 'nouvelle économie' dans la région, comme par exemple une coentreprise avec IBM afin d'offrir une infrastructure et des services de réseaux informatiques aux entreprises en ligne de la région.

La Dubai Ideas Oasis (DIO) (troisième organisation de la Dubai Technology and Media Free Zone) a été créée avec un capital initial de 30 millions de dollars. Elle ne suit pas le même modèle d'entreprise que ses deux consœurs ; elle se concentre entièrement sur la production d'idées, l'attraction de capital risque et la création d'une zone industrielle nouvelle où les idées vont proliférer. Elle a obtenu des capitaux et/ou un personnel spécialisé de Visa International et Accenture, qui prodigueront toutes deux des conseils aux sociétés et les guideront, depuis la conception jusqu'à la mise en œuvre, fournissant dans certains cas un apport initial et prenant une participation dans les start-ups.

LE TOURISME

Le tourisme est aujourd'hui l'un des éléments de l'économie des E.A.U. qui connaît le plus grand essor. Les E.A.U., bien avant le lancement de leur vaste programme de développement de ce secteur, il y a une dizaine d'années, réunissaient déjà tous les ingrédients de base du tourisme : un climat chaud et ensoleillé, un environnement naturel d'une grande beauté et une riche culture. Le pays présente un cadre paisible



et sûr, et jouit d'une position stratégique sur la principale voie aérienne reliant l'Europe, à l'ouest, et l'Asie, l'Afrique et l'Australie, à l'est, ceci a été un facteur déterminant pour faire, du développement du tourisme aux E.A.U., une proposition commerciale viable. Il suffisait de construire des aménagements à la hauteur de l'énorme potentiel pour pouvoir l'exploiter. Il a fallu une grande vision et énormément de courage car, au départ, le secteur mondial du tourisme était des plus sceptiques sur la possibilité, pour un petit pays arabe, de devenir un centre international des voyages et du tourisme rivalisant avec les destinations les plus populaires depuis longtemps. Les critiques sous-estimaient la force sous-jacente des attraits des E.A.U. et la détermination de ses dirigeants qui avaient fermement résolu de faire du tourisme un succès.

LA COMMERCIALISATION DU TOURISME

Aujourd'hui, les E.A.U. escomptent que le marché du tourisme et des voyages va jouer un rôle déterminant dans le développement futur. Les efforts sont concentrés principalement sur Dubaï, mais les autres émirats sont également importants puisqu'ils offrent un plus grand éventail de destinations, d'activités et d'expériences.

La publicité sur les E.A.U., en tant que lieu de séjour touristique, est un élément vital du marketing. La campagne télévisée 'Voyage culturel', diffusée par CNN International, a été financée conjointement par le Département d'aviation civile de Dubaï et le Dubai Duty Free. Elle devrait être vue par 241 millions de téléspectateurs en Europe, en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique latine et elle s'étendra sur deux ans. Elle consiste en 24 tableaux ou minidocumentaires, différents, couvrant des thèmes relatifs au riche patrimoine culturel de Dubaï et des E.A.U..

La promotion par Dubaï de ses sites et aménagements touristiques a été extrêmement bien faite et efficace. L'organisation de manifestations spéciales, telles que le Festival du shopping et les Surprises de l'été de Dubaï permet de concentrer les efforts pour attirer les gens à Dubaï à des périodes spécifiques de l'année.

Les autres émirats ont beaucoup appris du succès de Dubaï dans ce domaine. La Direction du développement du commerce et du tourisme de Sharjah (SCTDA) a lancé en juin 2001 une campagne intitulée 'Où ? Sinon à Sharjah', dans le but de sensibiliser les touristes potentiels aux charmes de Sharjah. Parmi les principaux atouts de l'émirat, il faut citer ses sites du patrimoine, ses centres d'apprentissage et 14 musées. La campagne visait aussi à promouvoir les marchés traditionnels de Sharjah, et tout particulièrement le Souq al-Arsah, le Blue Souq et le Gold Souq.

La responsabilité du développement de l'infrastructure du tourisme sur la côte est incombe principalement au Bureau du tourisme de Fujairah, celui-ci s'attachant en particulier à attirer des touristes venant de Russie et d'Allemagne, ainsi que des



E.A.U. et des autres états de la région du Golfe. On a veillé à la diversification de l'investissement relatif au tourisme : parallèlement à l'augmentation du nombre de lits d'hôtel dans la ville de Fujairah, on a développé la partie nord de l'émirat, près de Dibba. En novembre 2000, un contrat a été signé avec la chaîne hôtelière allemande, TUI, pour bâtir un complexe touristique de 300 millions de dirhams à Al Aqqah, juste au sud de Dibba.

Abu Dhabi a récemment modernisé un certain nombre de ses hôtels cinq étoiles, alors que plusieurs autres sont en cours d'agrandissement ou le seront dans peu de temps. L'Abu Dhabi National Hotels Company (ADNHC) a augmenté ses dépenses en matière de services et d'équipements pour le tourisme au cours de l'année dernière. La société possède et gère actuellement cinq hôtels cinq étoiles à Abu Dhabi et à Al Ain, outre six autres hôtels et lieux de séjour de standing différent. La National Corporation for Hotels and Tourism (qui, comme ADNHC, est contrôlée en partie par le gouvernement et en partie par le secteur privé) et le Rotana Group sont aussi actifs dans la gestion hôtelière. Une autre nouvelle caractéristique importante pour les visiteurs à Abu Dhabi, ainsi que pour les résidents, est l'ouverture, courant 2001, de deux grands centres commerciaux : l'Abu Dhabi Mall, dans le quartier commerçant de la ville, et le Marina Mall, dans la zone de la digue, en face de la Corniche, qui connaît une rapide expansion.

Le marché des paquebots de croisière

Tous les touristes n'arrivent pas aux E.A.U. par avion. L'aménagement d'un terminal spécial croisières, à Dubaï, a poussé de nombreux navires de croisière à mettre les E.A.U. sur leurs itinéraires. Le terminal pour paquebots de 3300 m² est le seul du Golfe qui soit spécialisé pour les navires de croisière, ce qui les incite particulièrement à visiter les E.A.U.. Étant donné les excellentes communications aériennes, les arrêts dans le port sont souvent utilisés pour prendre ou pour déposer des passagers, de même que des membres d'équipage.

En 1999, 26 navires ont fait escale à Dubaï, et seuls six navires avaient transbordé des passagers. En 2000, sur 26 paquebots ayant accosté au port Rashid, 15 ont transbordé des passagers. L'économie bénéficie du long séjour d'un navire dans le port, car les passagers s'inscrivent à des voyages organisés et consomment. Depuis 1997, la durée de séjour d'un paquebot à Dubaï est passée de 0,8 à 2,47 jours.

Le secteur hôtelier

En 2000, les revenus du secteur hôtelier à Dubaï dépassaient 2,6 milliards de dirhams, contre 2,3 milliards en 1999. Les taux d'occupation ont atteint 72,80 % dans les hôtels cinq étoiles. L'émirat compte 25 hôtels cinq étoiles, 26 quatre étoiles,



31 trois étoiles et les autres sont des deux étoiles ou des hôtels classés. En août 2001, on dénombrait 287 hôtels à Dubaï. Globalement, ceux-ci offrent 20 032 chambres, soit 66,69 % du chiffre national, avec 33 036 lits, ce qui représente 67,23 % du nombre total dans le pays. En 2000, 2,8 millions de personnes ont séjourné à Dubaï.

Après les événements du 11 septembre, le secteur du tourisme à Dubaï a accusé un fort ralentissement, les hôtels offrant, néanmoins, des réductions spéciales. Cependant, la solidité sous-jacente du secteur du tourisme, à Dubaï, et dans l'ensemble des E.A.U., est telle qu'un redressement s'était déjà amorcé fin 2001.

LES NOUVEAUX PROJETS TOURISTIQUES

Deux nouveaux hôtels sont en cours de construction à Dubaï, pour un coût estimé à 160 millions de dollars (584 millions de dirhams), dans le complexe du Dubai World Trade Centre (DWTC), à côté du centre de congrès prévu. Ils devraient être terminés d'ici septembre 2003, date à laquelle la réunion annuelle FMI-Banque mondiale doit avoir lieu, à Dubaï. Le plus grand des deux hôtels est un quatre étoiles comportant 440 chambres, et l'autre un deux étoiles avec 220 chambres. On est en train de construire un centre de congrès de 3500 places, un parking à étages et un podium spécialement pour cet événement international.

La construction d'un nouvel hôtel cinq étoiles prévu à l'Abu Dhabi World Trade Centre doit commencer courant 2002. Il accueillera à la fois des touristes et des personnes en voyage d'affaires. Des nouveaux projets sont aussi en cours d'élaboration à Fujairah, et un nouvel hôtel Hilton s'est ouvert à Ra's al-Khaimah fin 2001.

Le projet touristique de Palm Island

L'avancement des travaux du prestigieux projet 'Palm Island' de Dubaï, d'une valeur de 3 milliards de dollars, est montré en ligne avec retransmission en directe de Burj al-Arab et Djebel Ali grâce à des caméras installées spécialement. Ce projet novateur regroupe deux îles identiques construites en forme de palmiers, qui seront toutes deux protégées par des barrières de corail artificielles. Il faudra environ deux ans pour terminer chaque île, qui exigera 80 millions m³ de roche et de sable. Ces îles artificielles feront 6 km de long et 200 mètres de large, la barrière de corail s'étendant sur 11 km. La digue accueillera jusqu'à 41 hôtels offshore, les 17 'feuilles' qui partent de chaque 'tronc' seront occupées par 2000 résidences ainsi que quelques appartements en copropriété, alors que dans le 'tronc' lui-même seront aménagés cinq centres commerciaux, des aquariums, des multiplex, deux marinas, et le premier parc aquatique à thème de la région. La deuxième île sera construite au sud-ouest du port de Djebel Ali, à 21 km environ au sud de son île sœur le long de la côte, au large de la plage de Djumeirah.



La Cité du festival de Dubaï

La Cité du festival de Dubaï comprend un projet de 1,65 milliards de dollars, qui devrait être achevé en 2004. Celui-ci inclura un amphithéâtre en plein air de 8000 places, 80 restaurants, des magasins, des hôtels, des bureaux, des appartements, ainsi qu'une aire de 10 000 m² consacrée à des cinémas, 10 000 m² aussi pour les activités culturelles et 30 000 m² destinés à des divertissements supplémentaires pour les familles.

'Snow World'

Il s'agit d'un nouveau complexe de loisirs en cours d'aménagement à Dubaï. Il est construit tout à côté des lacs 'Emirates Lakes' sur la route Cheikh Zayed qui relie Dubaï à Abu Dhabi. La première phase du projet fournira une piste de ski d'un kilomètre de long et sera inaugurée au cours des Surprises de l'été 2003 de Dubaï. La deuxième phase comprend un centre commercial et un parking de 2000 places. La troisième phase verra la construction de salles de squash, de bowling et de gymnases, ainsi que d'un nouvel hôtel de 180 chambres.

Le Parc Khalifa

Le Parc Khalifa à Abu Dhabi, qui devrait être terminé en juillet 2003, sera construit dans la zone occupée anciennement par l'aéroport, à l'extrémité est de l'île d'Abu Dhabi, à proximité de la Corniche Al Qurm (Corniche des palétuviers). Une fois achevé, ce parc sera le premier de ce type au Moyen-Orient. Il abritera un musée d'histoire naturelle marine, plusieurs jardins publics et oasis, une mosquée, un vaste théâtre en plein air pour l'organisation de festivals. Le musée comprendra un tunnel, dépeignant les aspects culturels, historiques et d'exploration des E.A.U., où les visiteurs remonteront le temps. Ces aménagements pour les loisirs et les divertissements s'inscrivent dans le cadre des projets de la municipalité d'Abu Dhabi qui cherche à augmenter le nombre de centres récréatifs dans la capitale, en vue de faciliter la promotion du tourisme dans l'émirat.

L'AGRICULTURE ET LA PÊCHE

Donnez-moi l'agriculture et je vous assurerai une civilisation.

CHEIKH ZAYED.

La production nationale de légumes aux E.A.U. satisfait 83 % des besoins du pays ; celle des dattes répond totalement à la demande et l'excédent est exporté. Les exploitations agricoles émiriennes couvrent 80 % des besoins en lait frais et le pays est entièrement autarcique en ce qui concerne le poisson.

Dans un exposé sur le développement agricole du pays, le ministre de l'Agriculture et de la Pêche, Saeed Al Raqbani, a noté, fin 2001, que les réalisations des E.A.U. dans ce domaine doivent être appréciées en tenant compte des conditions climatiques, à savoir une pluviométrie pratiquement nulle et des températures estivales très élevées. 'Pour un pays qui était renommé pour ses déserts extensifs et ses montagnes stériles, devenir un des centres agricoles les plus novateurs du monde n'a pas été un mince exploit,' a dit le ministre. 'Néanmoins, c'est exactement ce que les E.A.U. ont réussi à faire. Le pays s'est attiré le grand respect de la communauté internationale ; il est cité en exemple à d'autres contrées, pour avoir surmonté maints obstacles qui entravaient le développement agricole, et même établi un marché d'exportation sain pour certains produits.'

'Le développement agricole du pays est un processus en constante évolution. En évoquant les accomplissements de l'année passée, nous ne pouvons pas passer sous silence la forte influence que Cheikh Zayed a eue sur ces progrès. Depuis le temps où il était représentant du Souverain à Al Ain, il s'est toujours astreint à exploiter au maximum les rares ressources en eau des E.A.U.. Au départ, il s'est agi de nettoyer les anciens canaux, les falaj, et d'en creuser de nouveaux pour amener l'eau vivifiante à de petites plantations ombragées par des palmiers dattiers soigneusement entretenus. Plus récemment, il a fallu rechercher, et découvrir, de nouveaux réservoirs d'eau souterraine et construire d'énormes usines de dessalement. Chaque année depuis 30 ans, on a organisé une vaste campagne de plantation d'arbres, ce qui a permis de faire verdier le désert et d'avoir des champs ombragés où les légumes et les arbres fruitiers peuvent être cultivés,' a dit Al Raqbani.

En reconnaissance de la contribution essentielle de Cheikh Zayed dans ce domaine, plusieurs prix internationaux prestigieux lui ont été décernés, y compris la médaille d'or de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et une médaille de la Journée mondiale de l'alimentation.

Aux E.A.U., la pluviométrie moyenne annuelle est d'environ 115 mm, bien qu'une grande partie du pays souffre d'une sérieuse sécheresse depuis l'hiver 1997-1998. La plus forte quantité d'eau annuelle tombée a été 344 mm, et ceci en 1957. Les réservoirs d'eau souterraine, alimentés par de vastes nappes aquifères sont d'une importance capitale. Une fois une source d'eau trouvée, qu'il s'agisse d'eau souterraine ou d'eau provenant d'usines de traitement secondaire, elle est transportée aux endroits nécessitant une irrigation par des réseaux de conduites très étendus. Ce procédé a été si concluant que les citoyens locaux sont fortement incités à aménager leurs propres fermes, souvent sur des terres appartenant précédemment au gouvernement, qui sont préparées en vue d'une exploitation agricole et ensuite cédées, gratuitement, à des familles sur place.

Toutefois, on reconnaît communément la nécessité de veiller à ce que les approvisionnements en eau souterraine fossile ne soient pas épuisés trop rapidement, et à ce que, dans la mesure du possible, soient adoptées des pratiques agricoles utilisant le minimum d'eau d'irrigation. Durant la fin 2001, l'Agence pour la recherche sur l'environnement et le développement de la faune et de la flore (ERWDA) a commencé des travaux sur une étude détaillée des sources d'eau traditionnelles, y compris les puits dans le désert et les anciens systèmes de captage d'eau de pluie, afin de voir s'il y avait moyen d'employer, avec prudence, les techniques des années passées, dans le cadre d'un programme global de gestion de l'eau.

L'unité de superficie qui exprime la taille des exploitations aux E.A.U. est le 'donam'. Un donam correspond à 1000 m². En 2000, environ 2,7 millions de donams étaient exploités, par rapport à 250 000 il y a 20 ans. Pendant la même période, le nombre de palmiers dattiers est passé de 18 millions à plus de 40 millions.

LA RECHERCHE AGRICOLE

On accorde une place de premier ordre à la recherche et à l'expérimentation dans le secteur agricole émirien, car les défis à relever sont nombreux. Les spécialistes, à la Station de recherche sur les fruits de Dibba, cultivent de nouvelles espèces de palmiers dattiers qui donnent de meilleurs rendements. Des milliers de nouvelles variétés de dattes croissent aussi dans le cadre de travaux d'expérimentation réalisés au Laboratoire de culture de tissus végétaux. La station couvre 90 ha, dont 60 sont plantés d'arbres fruitiers. Neuf autres hectares sont utilisés pour des expériences sur des citronniers récemment introduits. Le Laboratoire de culture de tissus végétaux de la station est entré en activité en 1996. Il tente de produire des plants de citronniers et de palmiers dattiers exempts de virus. Des experts y travaillent également pour éliminer les insectes nuisibles et trouver des remèdes préférables aux pesticides. On utilise avec succès les nématodes, ainsi qu'un champignon, pour lutter contre la calandre palmiste.

LA PÊCHE

Bien que les eaux des E.A.U. soient très poissonneuses et que les prises aient considérablement augmenté au cours des 25 dernières années, passant de 64 000 tonnes en 1976 à plus de 117 000 tonnes en 2000, il y a des limites quant aux profits que l'on peut tirer de l'exploitation des stocks à l'état sauvage. Le gouvernement a adopté une approche sur plusieurs fronts en ce qui concerne le développement des pêcheries dans le pays. En plus d'une politique de longue date qui consiste à accorder des subventions aux pêcheurs pour qu'ils achètent des bateaux, des moteurs et des filets de pêche, il a introduit de nouvelles



dispositions stipulant que tous les navires qui pêchent dans les eaux locales doivent être pilotés par un capitaine émirien. Non seulement ceci améliore la situation de l'emploi et soutient le processus d'émiratisation, mais permet aussi d'exercer un certain contrôle sur les méthodes employées par les équipages de pêche. Étant donné que les pêcheurs émiriens expérimentés appartiennent souvent à la génération précédente et que plusieurs d'entre eux souhaitent prendre leur retraite, la législation a occasionné quelques difficultés au sein du secteur, et fait que des bateaux, dont l'équipage a été licencié, ont dû rester au port. Ces événements, certes regrettables pour les sociétés de pêche concernées, ont permis de réduire la pression exercée sur certains stocks de poissons. La prise par unité d'effort a diminué, ce qui suggère que certains stocks s'épuisent, et une étude scientifique approfondie des peuplements de poissons, en particulier dans les eaux au large d'Abu Dhabi, a été amorcée en cours d'année 2001.

L'amélioration des stocks

Dans un effort pour accroître les stocks de poissons à l'état sauvage, plusieurs programmes novateurs concernant l'architecture du fond marin ont été lancés, en vue de créer de nouveaux habitats où les poissons puissent se cacher et des surfaces sur lesquelles les algues dont ils se nourrissent aient la possibilité de prendre racine et de pousser. Ce principe a été mis en pratique il y a quelques années avec le naufrage intentionnel de vieux navires dans des fonds marins sableux offrant relativement peu d'habitats pour les poissons autres que ceux qui vivent traditionnellement dans le sable. La croissance spectaculaire des populations de poissons existant dans les récifs aux alentours de ces épaves a engendré des projets cherchant à améliorer les stocks de poissons de certaines espèces en aménageant des habitats et des refuges spécialement conçus. De vieux tuyaux de drainage en béton de divers diamètres font maintenant office d'habitats artificiels, afin d'encourager les poissons à vivre dans certaines zones du fond marin. Mais les efforts en vue d'attirer les poissons ne se sont pas limités au fond marin. Des dispositifs de pêche spéciaux permettant de concentrer les poissons en bancs ont été utilisés en mer, au large de Khor Fakkan. Ces structures semblables à des anémones, fabriquées en déroulant de minuscules fils de cordes en polypropylène, flottent dans la colonne d'eau et attirent le plancton dont se nourrissent les alevins et les jeunes poissons. Avec l'accord des pêcheurs, la pêche est prohibée dans la zone où ces dispositifs ont été placés. Encouragée par le succès du projet, l'équipe des pêcheries a récemment introduit de nouveaux systèmes de rassemblement de poisson fabriqués à partir de feuilles vertes de palmiers. Une étude du milieu sous-marin dans les zones ainsi 'plantées' a révélé la présence d'un grand nombre de

jeunes chimères communes et autres espèces, qui s'étaient réfugiées parmi les fils de cordes et les feuilles de palmiers.

La mariculture

La gestion des stocks de poissons et l'amélioration des milieux marins naturels ne sont que deux des stratégies employées pour s'assurer que les peuplements de poissons soient suffisants pour répondre aux besoins actuels et futurs des E.A.U.. Une troisième stratégie est relativement nouvelle aux Émirats, mais elle est le fruit de nombreuses années de travaux en matière de recherche et de développement, effectués tant dans le pays qu'à l'étranger. L'élevage de poissons de mer dans le Golfe dépend d'approvisionnements abondants et fiables en jeunes poissons qui peuvent être stockés dans des aquariums, des mares, des cages ou des nasses flottantes en attendant qu'ils grossissent. Les éclosiers marines sont devenues récemment une option viable aux E.A.U. et leur succès va révolutionner le secteur émirien de la pêche dans les années à venir.

L'International Fish Farming Company (Asamak) a obtenu du ministère émirien de l'Agriculture et de la Pêche l'autorisation de produire des quantités commerciales de poissons juvéniles dans une nouvelle ferme marine spécialement conçue, qui va être construite tout à côté du Centre de recherche sur les ressources maritimes d'Umm al-Qaiwain. Cette éclosierie devrait produire quelque 25 millions de jeunes éléments par an. Elle constitue un aspect essentiel des projets d'Asamak, qui envisage d'augmenter considérablement la production nationale de poisson en introduisant la pisciculture à grande échelle. La société dispose déjà d'installations d'élevage à Ra's al-Khaimah et à Fujairah, mais elle est tributaire de l'importation de fingerlings pour ses stocks. Le projet de Fujairah, d'un coût de 18 milliards de dirhams, a pour objet d'élever des poissons juvéniles jusqu'à ce qu'ils atteignent une taille commercialisable, dans des nasses réparties sur 25 ha offshore, près de Dibba. Une unité de soutien de 5000 m², située sur la côte et une usine de conditionnement complètent le projet, dont la capacité d'élever et de traiter est de 2000 tonnes de poissons par an.

Ce centre de pisciculture, de même que celui de Ra's al-Khaimah, se procure actuellement son stock de départ auprès d'éclosiers au Koweït et en Europe ; aujourd'hui, Asamak détient une participation majoritaire dans celle du Koweït, et elle peut faire appel au soutien technique de son partenaire grec, Nireus SA. Le centre d'élevage en nasses d'Asamak à Oman a démarré sa production en 2001. Son objectif est d'atteindre un rendement annuel de 2460 tonnes.

Les mesures prises récemment par Asamak visent à créer une valeur commerciale réelle à partir des années d'efforts du Centre de recherche sur les

ressources maritimes d'Umm al-Qaiwain. Ce dernier élève des chimères communes (connues localement sous le nom de *safi*), des mérours (appelés *hammadour*) et des dorades ; il travaille sur des quantités expérimentales, à petite échelle, et non comme une entreprise commerciale en pleine production. Il réalise aussi des études sur les crevettes. Parmi les autres projets entrepris par le centre, il faut citer un programme de plantation de palétuviers, qui a pour but de protéger le littoral et d'augmenter le nombre de nurseries et d'aires d'alimentation pour poissons. Le centre de recherche poursuivra ses activités parallèlement à celles de la nouvelle entreprise commerciale d'Asamak.

Les marchés aux poissons

On est actuellement en train de revoir et de réaménager sérieusement le marché aux poissons de Dubaï, afin d'améliorer le cadre et l'ambiance pour les clients et les visiteurs. Pour cette remise à neuf du marché, qui est fréquenté par les touristes mais aussi par les émiriens, on prévoit la création d'un musée du poisson. Il mettra en vedette les types de poissons rencontrés dans le Golfe, retracera l'histoire du commerce du poisson aux E.A.U. en général, et à Dubaï en particulier, et présentera les types de bateaux de pêche et les équipements utilisés par les pêcheurs. Le projet comprend aussi l'agrandissement de la surface de vente : 52 étals seront ajoutés et l'aire où sont vidés les poissons sera transférée.

D'autres marchés aux poissons, sur l'ensemble du pays, sont gérés par les municipalités locales, souvent en association avec les coopératives de pêcheurs locaux et le ministère de l'Agriculture et de la Pêche. On enregistre régulièrement des données sur le nombre total de poissons attrapés, ainsi que sur les espèces concernées. Aux termes de la loi sur les pêcheries actuellement en vigueur, une limite plus stricte a été imposée quant à la taille des poissons qui peuvent être pêchés et vendus, et la mise en application de cette loi par les inspecteurs municipaux a conduit à des confiscations et des amendes imposées à certains pêcheurs de Dubaï en janvier 2002.